

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2886

25 novembre 2011

SOMMAIRE

Dundee International (Luxembourg) Investments 4 S.à r.l.	138528	Protex Finance S.A.	138519
FASP S.A.	138527	Protos S.A.	138520
Fondation Bassin Minier	138528	Protos S.A.	138520
GENERAS S.A., Société Générale de Réassurances	138484	Prymea S.A.	138520
Ginza International S.A.	138517	Publicis Graphics Group Holding S.A.	138519
Heisdorf Participations S.A.	138517	Pyxis Partners S.A.	138520
I.L.I. S.A.	138518	QS Finance Luxembourg	138520
La Française AM International	138522	RBC Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	138521
Les P'tits Soleils	138524	Singularity Holdings S.A.	138521
Metales Polonia S.A.	138518	Sireo Immobilienfonds No. 5 Heureka III Gamma S.à r.l.	138521
Montague Lux S.à r.l.	138484	Sireo Immobilienfonds No. 5 Heureka IV Delta S.à r.l.	138521
Nordea Life & Pensions Investments Norway-SICAR- S.à r.l.	138483	Spectrum Brands Lux II S.à r.l.	138521
Patron Lepo VIII S.à r.l.	138482	UBS (Lux) Equity Sicav	138522
Polyval Holding S.A.	138482	Ulysses Finance S.à r.l.	138522
Polyval Holding S.A.	138483	Uranus International S.à r.l.	138522
Polyval Holding S.A.	138482	Vialdo S.A., SPF	138523
Poseidon Consulting S.à r.l.	138482	Villa Kenzo S. à r.l.	138524
Power Group Nexus Germany S.A.	138483	Villareal S.A.	138524
Powertrain S.à r.l.	138518	Vistra Fund Services S.à r.l.	138523
Private Equity Holding (Luxembourg) S.A.	138519	Vistra Fund Services S.à r.l.	138523
Promobelle	138483	VISTRA (Luxembourg) S. à r.l.	138527
		Vitalia Investments S.à r.l.	138523

Patron Lepo VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 123.326.

—
Résolution prise par l'associé unique en date du 10 octobre 2011

Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Géraldine SCHMIT, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

- Robert BRIMEYER, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour extrait

Pour la société

Référence de publication: 2011144250/16.

(110167245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Polyval Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 19.692.

—
Extrait du Procès-Verbal de la Réunion du Conseil d'Administration tenue le 6 mai 2011

Troisième résolution:

Le Conseil d'Administration a décidé, à compter de ce jour, de nommer Monsieur Claude SCHMITZ, Conseiller fiscal, né à Luxembourg, le 23/09/1955, domicilié professionnellement à Luxembourg au 2, Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, en qualité de Président du Conseil d'Administration. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale statutaire annuelle qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POLYVAL HOLDING S.A.

Société Anonyme Holding

Référence de publication: 2011144258/16.

(110167462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Polyval Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 19.692.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POLYVAL HOLDING S.A.

Société Anonyme Holding

Référence de publication: 2011144259/11.

(110167472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Poseidon Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 142.523.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011144261/10.

(110167132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Nordea Life & Pensions Investments Norway-SICAR- S.à r.l., Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 562, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 150.352.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Référence de publication: 2011144227/12.

(110167655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Polyval Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 19.692.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 6 juin 2011

Quatrième résolution:

L'Assemblée accepte la démission de l'administrateur Monsieur Guy HORNICK et désigne à partir du 6 juin 2011 Monsieur Gerdy ROOSE, né à Wevelgem (Belgique) le 14.02.1966, expert comptable, demeurant professionnellement 2, Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, en remplacement de l'administrateur démissionnaire. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2014.

L'Assemblée accepte la démission de l'administrateur Monsieur Thierry FLEMING et désigne à partir du 6 juin 2011 Monsieur Pierre LENTZ, né à Luxembourg le 22.04.1959, expert comptable, demeurant professionnellement 2, Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg, en remplacement de l'administrateur démissionnaire. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2014.

L'assemblée prend note également du changement d'adresse professionnelle de la société AUDIEX S.A., anciennement sise 57, Avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg et transférée 9, Rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POLYVAL HOLDING S.A.

Société Anonyme Holding

Référence de publication: 2011144260/22.

(110167594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Power Group Nexus Germany S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 40.037.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011144262/9.

(110167654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Promobelle, Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 137.039.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Référence de publication: 2011144265/10.

(110167000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Signature.

GENERAS S.A., Société Générale de Réassurances, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 27.046.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue à Luxembourg le 30 juin 2011

Cinquième résolution

L'assemblée décide de renouveler le mandat d'Administrateur de:

- Patrick SUET
- Corinne BURLET
- Philippe AYMERICH
- Yves CACCLIN
- Philippe PERRET
- Société Générale Bank & Trust
- Estelle GINESTY
- Véronique de la BACHELERIE
- Abdelkrim HAJJAJI

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2016.

Sixième résolution

L'Assemblée décide, conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 6 décembre 1991, de nommer Réviseur Indépendant de la société:

ERNST & YOUNG

7, rue Gabriel Lippmann

L-5365 MUNSBACH

dont le mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social 2011.

Pour la société GENERAS S.A., Société Générale de Réassurances

AON INSURANCE MANAGERS (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2011144083/30.

(110167306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Montague Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 164.600.

—
Montagu Holding B.V.

1014 BA Amsterdam, Kabelweg 21

Registre de Commerce et des Sociétés d'Amsterdam 34241135

PROJET DE FUSION

In the year two thousand and eleven, on the seventeenth of November.

Before Us, Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg).

Appeared:

1. Montague Lux S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with corporate seat and office in L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Trade and Companies' Register of Luxembourg section B under number 164600,

(hereafter the "Acquiring Company"),

2. Montagu Holding B.V., a private company with limited liability, incorporated and existing under the laws of The Netherlands (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) having its seat in Amsterdam and its office at Kabelweg 21, 1034 BA Amsterdam, registered at the Trade Register under number 34241135,

(hereafter the "Disappearing Company" and together with the Acquiring Company the "Merging Companies").

The Acquiring Company and the Disappearing Company are here represented by Mrs Alexia UHL, private employee, with professional address at L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, by virtue of powers granted by the board of directors of the Acquiring Company and the Disappearing Company in its resolutions dated 15 and 14 November 2011;

Copies of said resolutions, after signature ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time.

WHEREAS

A. Durango Investments B.V. and Electech Real Estate B.V. are currently holders of all shares in the capital of the Acquiring Company and in the capital of the Disappearing Company;

B. the Acquiring Company and the Disappearing Company intend to merge in the meaning of the respective legislation of the Dutch Civil Code ('DCC') and the amended Luxembourg Law on commercial companies of 10 August 1915 ('LLCC'), in such a manner that the Acquiring Company shall acquire the entire equity / all assets and liabilities (gehele vermogen) of the Disappearing Company under universal succession of title (algemene titel), and as a consequence of which the Disappearing Company shall cease to exist (the 'Merger');

C. the Merging Companies have not been dissolved, nor have they been declared bankrupt or have they filed a petition for suspension of payments;

D. the issued capital of the Merging Companies has been fully paid-up;

no right of usufruct nor right of pledge has been established on any shares in the capital of the Merging Companies;

E. the Acquiring Company and the Disappearing Company do not have a supervisory board;

F. the equity of the Acquiring Company shall, after the Merger, provide no less security to the creditors of the Disappearing Company that their claims will be met, in the same way as security is provided to the creditors of the Disappearing Company at this moment and up until the moment the Merger shall enter into force

WHEREAS the Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies (EC Official Journal L 310/1), (the 'Directive 2005/56/EC'), has been implemented in the Dutch legislation in Sections 2:333b and further DCC, as well as in the Luxembourg legislation in Sections 261 and further LLCC and it is possible having a cross border legal merger in accordance with the laws of the Netherlands and Luxembourg and the Merging Companies are of such sort and type that they are to be considered as entities that can merge in meaning of Section 2 paragraph 1 of the Directive 2005/56/EC, the DCC and the LLCC,

THE MERGING COMPANIES HAVE AGREED AS FOLLOWS:

1. Form, Corporate names and Registered offices of the Merging Companies. The Merging Companies have the form, corporate name and registered offices as referred to above.

It is proposed that the Acquiring Company will enter into a merger in the meaning of the respective legislation of the DCC and the LLCC, with the Disappearing Company, in such a way that:

a. the Acquiring Company will acquire the entire equity / all assets and liabilities (gehele vermogen) of the Disappearing Company under universal succession of title (algemene titel) pursuant to Section 261 and further LLCC; and the Disappearing Company will transfer its entire equity / all assets and liabilities as a whole pursuant to Section 2:309 DCC to the Acquiring Company;

b. the Disappearing Company shall cease to exist, as a result of dissolution without liquidation pursuant to the provisions of the Section 2:311 paragraph 1 DCC and Section 259 paragraph 1 and further of the LLCC;

c. Upon the Merger, the Acquiring Company will maintain its form as a private limited liability company (société à responsabilité limitée), with corporate seat and office address in L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Trade and Companies' Register of Luxembourg section B under number 164600.

2. Articles of association of the Acquiring Company. The articles of association of the Acquiring Company read as stated in the deed of incorporation, executed on 10 November 2011 before Me Carlo WERSANDT, notary public, practising in Luxembourg.

Of the current articles of association of the Acquiring Company a copy in the French language as well as a certified Dutch translation thereof is attached as Annex A to this proposal.

The articles of association of the Acquiring Company will be amended upon the Merger. A draft of the new articles of association of the Acquiring Company in the French language as well as a certified Dutch translation thereof, after signature ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed as Annex B to be filed at the same time.

3. Holders of special rights. There are no (legal) persons who, other than those in the capacity of shareholder, have any special rights, such as a right to receive dividend, profits or shares, vis-à-vis the Disappearing Company, so that no rights or remuneration need to be granted or allowed.

Special rights within the meaning of Section 261 paragraph 2 sub f LLCC do not exist at the Acquiring Company and no such rights are created in the context of the Merger.

4. No advantages granted. Neither the members of the administrative, management, supervisory or control boards of the respective Merging Companies nor any third party, in particular no persons mentioned in Section 266 LLCC, involved in the contemplated Merger, shall be granted any advantage in connection with the Merger.

Since there are no minority shareholders in the Absorbed Company, no indemnification arrangements as referred to in section 2:333h DCC have been made.

5. Composition of the management board. There is no intention of changing the composition of the management board of the Acquiring Company upon the Merger.

6. Dates of the Merging Companies' accounts used to establish the conditions of the Merger. For this Merger the balance of the Disappearing Company as per 10 November 2011 will be used as the closing balance.

For the Acquiring Company the balance as per 10 November 2011 will be used for this Merger.

7. Financial data. The financial data of the Disappearing Company within the meaning of Section 2:312 paragraph 2 sub f DCC and Section 261 paragraph 2 sub e LLCC shall be accounted for in the annual accounts of the Acquiring Company commencing on 10 November 2011.

8. Information on the evaluation of the assets and liabilities to be acquired by the Acquiring Company. For valuation purposes in the trade balance the Acquiring Company will maintain the fiscal book value(s) of the Disappearing Company.

9. Entitlement to profits. The shareholders of the Disappearing Company shall be fully entitled to share in the profit of the Acquiring Company, commencing on the day following the date of execution of the deed of merger.

10. Continuity of business operations. The business operations of the Disappearing Company shall be continued by the Acquiring Company in the same manner.

11. Transfer of shareholding. In connection with transmission of the shareholding of the Disappearing Company, no other measures shall be taken than that shares will be allocated upon the Merger to the current shareholders of the Disappearing Company and that the current shareholders of the Disappearing Company will be recorded in the shareholders' register of the Acquiring Company as shareholders

12. Cancellation of shares. Upon the Merger, no shares in the capital of the Acquiring Company will be cancelled, within the meaning of Section 2:325 paragraph 3 DCC and Section 274 LLCC.

13. Employment. Neither of the Merging Companies has any employees.

Therefore the Merger will have no repercussions for the employment within Merging Companies.

14. Influence of employees. As the Acquiring Company and the Disappearing Company have no employees, the Luxembourg provisions concerning the recording of the influence of employees (Code du travail) as well as the Dutch Act on the Works council and the SER-Merger Code 2000 do not apply.

15. Exchange ratio. The share exchange ratio is such that for each share in the capital of the Disappearing Company 1 share in the capital of the Acquiring Company shall be allotted.

As such the exchange ratio will be:

1:1.

16. Auditor examinations. The shareholders of the Merging Companies have, pursuant to Section 2:328 paragraph 6 DCC and Sections 266 paragraph 5 and 278 LLCC, agreed that the requirements as described in Section 2:328 paragraph 1, first sentence, and paragraph 2, DCC and Section 266 LLCC with regard to the auditor statement and the auditor report, will not be applicable.

Copies of the statements of the shareholders, in which such has been agreed, is attached as Annex C to this proposal.

17. Resolutions. For both the Disappearing Company and the Acquiring Company, the resolution regarding the Merger is to be taken by their respective general meeting of shareholders.

No approval from any other corporate body of the Merging Companies is required for any action regarding this Merger.

18. Goodwill and Reserves. The Merger shall have no influence on the goodwill and the distributable reserves in the Acquiring Company.

19. Interim statement. No interim statement of assets and liabilities as referred to in Section 2:313 paragraph 2 DCC and Section 267 LLCC has been prepared for the Acquiring Company as the first financial year of the Acquiring Company started at 10 November 2011.

An interim statement of assets and liabilities as referred to in Section 2:313 paragraph 2 DCC and 267 LLCC has been prepared for the Disappearing Company as more than six months have passed from the end of the last financial year of the Disappearing Company for which a set of annual accounts has been adopted and published before this proposal is deposited.

20. Explanatory memorandum board. The shareholders of the Merging Entities have, pursuant to Section 2:313 paragraph 4 DCC and Sections 265 paragraph 3 and 278 LLCC, agreed that the requirements as described in Section 2:313 paragraph 1 and Section 265 paragraph 1 and 2 LLCC, with regard to the explanatory memorandum, will not be applicable.

A copy of the statements of the shareholders, in which such has been agreed, is attached as Annex C to this proposal.

21. Deposit. In accordance with the provisions of the DCC and the LLCC:

- (a) the present merger proposal with the annexes A, B and C;
- (b) the annual accounts of the Disappearing Company regarding the financial years 2008, 2009 and 2010; a copy of the annual accounts is attached as Annex D to this proposal.
- (c) the interim statement of assets and liabilities of the Disappearing Company per 10 November 2011: a copy of the interim statement is attached as Annex E to this proposal.
 1. will be filed for publication at the Luxembourg Trade and Companies Register of Luxembourg;
 2. will be filed at the Amsterdam Chamber of Commerce; and
 3. will be filed at the office of the Merging Companies. This filing will be published in:
 - (a) the Luxembourg legal gazette "Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations", in accordance with Articles 262 and 9 LLCC at least one month before the date of the general meeting called to decide on this Merger proposal;
 - (b) the national gazette of the Netherlands (Staatscourant) and a Dutch national newspaper.

22. Effective date of the Merger. The Merger between the Acquiring Company and the Disappearing Company shall take effect when the concurring decisions of the companies involved shall have been adopted.

23. Costs. All costs, for the preparation and execution of the notarial deed of this document and the action necessary thereunder, will be for the account of the Acquiring Company.

Statement

In accordance with article 271 of the 1915 Law, the undersigned notary certifies the legality the present merger proposal.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same person and in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said proxyholder of the persons appearing signed together with us the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil onze, le dix-sept novembre.

Par-devant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. Montague Lux S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stumper, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 164600,

(ci-après la «Société Absorbante»),

2. Montagu Holding B.V., une société à responsabilité limitée de droit néerlandais (besloten vennootschap mei beperkte aansprakelijkheid), ayant son siège social à Amsterdam et ses bureaux à Kabelweg 21, 1014 BA Amsterdam, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés d'Amsterdam sous le numéro 34241135,

(ci-après la «Société Absorbée» et ensemble avec la Société Absorbante les «Sociétés Fusionnantes»).

La Société Absorbante et la Société Absorbée sont ici représentées par Madame Alexia UHL, employée privée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, en vertu de pouvoirs conférés par résolutions des conseils d'administration de la Société Absorbante et de la Société Absorbée prises en date du 15 et du 14 novembre 2011;

Copies desdites résolutions, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

ATTENDU QUE:

A. Durango Investments B.V. and Electech Real Estate B.V, sont actuellement les actionnaires de la totalité des actions de la Société Absorbante et de la Société Absorbée;

B. La Société Absorbante et la Société Absorbée comptent fusionner en conformité avec les dispositions du code civil néerlandais («CCN») et les dispositions de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée («LSC»). La Société Absorbante récupérera tous les actifs et passifs de la Société Absorbée en qualité de successeur universel de la société absorbée qui cessera d'exister (la "Fusion").

C. les Sociétés Fusionnantes n'ont pas été dissoutes, ni déclarées en faillite, ni déposé une déclaration de cessation de paiements;

D. le capital social des Sociétés Fusionnantes a été entièrement libéré;

Aucun droit d'usufruit ou droit de gage n'a été établi sur les actions représentant le capital des Sociétés Fusionnantes;
E. la Société Absorbante et la Société Absorbée n'ont pas de conseil de surveillance;

F. le capital social de la Société Absorbante doit fournir, après la fusion, la même garantie aux créanciers de la Société Absorbée que leurs revendications seront satisfaites, de la même manière que cette sécurité est assurée aux créanciers de la Société Absorbée en ce moment et jusqu'au moment où la fusion prendra effet.

ATTENDU QUE la Directive 2005/56/EC du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières de sociétés de capitaux (Journal officiel L 310/1), (la 'Directive 2005/56/EC), a été mise en oeuvre dans la législation néerlandaise dans les articles 2:333b et suivants CCN, ainsi qu'en droit luxembourgeois dans les articles 261 et suivants LSC, et qu'il est possible de procéder à une fusion transfrontalière conformément aux législations nationales des Pays-Bas et du Luxembourg, et que les Sociétés Fusionnantes constituent des sociétés pouvant fusionner au sens de l'article 2 paragraphe 1 de la Directive 2005/56/EC, le CCN et la LSC,

LES SOCIÉTÉS FUSIONNANTES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:

1. Forme, Dénomination sociale, Siège social des Sociétés Fusionnantes. Les Sociétés Fusionnantes ont la forme, la dénomination sociale et les sièges sociaux tels qu'indiqués ci-dessus.

Il est proposé que la Société Absorbante fusionne avec la Société Absorbée au sens du CCN et de la LSC, de manière à ce que:

a. la Société Absorbante récupérera tous les actifs et passifs de la Société Absorbée en qualité de successeur universel de la Société Absorbée conformément aux articles 261 et suivants LSC; la Société Absorbée transfère tout son actif et tout son passif à la Société Absorbante conformément à l'article 2:309 CCN;

b. la Société Absorbée cessera d'exister suite à sa dissolution sans liquidation, conformément aux articles 2:311 paragraphe 1 CCN et 259 paragraphe 1 et suivants de la LSC.

c. Suite à la Fusion, la Société Absorbante maintiendra sa forme de société à responsabilité limitée et son siège social restera établi à L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 164600.

2. Statuts de la Société Absorbante. Les statuts de la Société Absorbante sont tels qu'établis dans l'acte constitutif établi le 10 novembre 2011 devant M^e Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg.

Une copie des statuts de la Société Absorbante en langue française et une traduction néerlandaise certifiée sont annexées aux présentes pour en faire partie intégrante en tant qu'Annexe A.

Les statuts de la Société Absorbante seront modifiés à la date de la Fusion. Un projet des nouveaux statuts de la Société Absorbante et une traduction néerlandaise certifiée resteront annexés au présent acte en tant qu'Annexe B pour être formalisés avec lui.

3. Droits spéciaux. Il n'existe pas de personnes autres que celles ayant la qualité d'actionnaires, ayant des droits spéciaux, tels que le droit de recevoir des dividendes, des bénéfices ou des actions, à l'égard de la Société Absorbée, de manière à ce qu'aucun droit ni aucune rémunération ne seront attribués ni permis.

Il n'existe pas de droits spéciaux au sens de l'article 261 paragraphe 2 sub f LSC dans la Société Absorbante et aucun tel droit ne sera créé dans le contexte de la Fusion.

4. Aucun avantage attribué. Aucun avantage particulier n'est attribué dans le cadre de la Fusion à aucun membre des conseils d'administration, de gestion, de surveillance ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes ni à des tiers, en particulier à aucune des personnes mentionnées dans l'article 266 LSC.

Etant donné qu'il n'existe pas d'actionnaires minoritaires dans la Société Absorbée, aucune indemnisation, telle que prévue à l'article 2:333h CCN n'est intervenue.

5. Composition du Conseil de gestion. Aucune modification de la composition du conseil de gestion de la Société Absorbante n'est prévue après la Fusion.

6. Date des comptes sociaux des Sociétés Fusionnantes utilisés pour établir les conditions de la Fusion. Pour la Fusion, les états comptables de la Société Absorbée sont arrêtés au 10 novembre 2011.

Le bilan comptable du 10 novembre 2011 est pris en compte pour la Société Absorbante.

7. Informations financières. Les informations financières de la Société Absorbée au sens de l'article 2:312 paragraphe 2 sub f CCN et article 261 paragraphe 2 sub e LSC seront reprises dans les comptes annuels de la Société Absorbante commençant le 10 novembre 2011.

8. Information relative à l'évaluation des actifs et passifs à acquérir par la Société Absorbante. Pour les besoins d'évaluation dans la balance commerciale, la Société Absorbante maintiendra la valeur comptable fiscale de la Société Absorbée.

9. Droit au bénéfice. Les actionnaires de la Société Absorbée sont pleinement habilités à participer dans les bénéfices de la Société Absorbante à partir du jour suivant la date d'exécution de la fusion.

10. Continuité des activités et Opérations. La Société Absorbante continuera toutes les activités et opérations telle que la Société Absorbée le faisait dans le passé.

11. Transfert d'actions. En relation avec le transfert des actions de la Société Absorbée, aucune mesure autre que celle d'allouer au moment de la Fusion des actions aux actionnaires actuels de la Société Absorbée et que ces actionnaires seront enregistrés en tant qu'actionnaires dans le registre des actions de la Société Absorbante.

12. Annulation d'actions. À la suite de la Fusion, aucune action dans le capital de la Société Absorbante ne sera annulée, au regard des articles 2:325 paragraphe 3 CCN et 274 LSC.

13. Emploi. À la date d'élaboration du présent Projet de Fusion Transfrontalière, la Société Absorbante et la Société Absorbée n'ont pas de salariés.

La Fusion n'a dès lors aucune répercussion au niveau de l'emploi dans les Sociétés Fusionnantes.

14. Influence des salariés. Etant donné que les Sociétés Fusionnantes n'ont pas de salariés, les dispositions luxembourgeoises relatives à la prise en compte de l'influence des salariés (Code du travail) ainsi que la législation néerlandaise relative au Work council et le Code de fusion SER 2000 ne sont pas applicables.

15. Ratio d'échange. Le rapport d'échange est tel que pour chaque action détenue dans le capital de la Société Absorbée, une action dans le capital social de la Société Absorbante est attribuée.

Le rapport d'échange sera dès lors: 1:1.

16. Rapport de réviseur. Les actionnaires des Sociétés Fusionnantes ont, conformément à l'article 2:328 paragraphe 6 CCN et article 266 paragraphe 5 et 278 LSC, convenu de renoncer aux exigences des articles 2:328 paragraphe 1, 1^{re} phrase, et paragraphe 2 CCN et 266 LSC, relatives au rapport du réviseur d'entreprise.

Une copie de ces renoncations des actionnaires restera annexée aux présentes en tant qu'Annexe C pour en faire partie intégrante.

17. Résolutions. Les résolutions approuvant la Fusion sont votées respectivement par les actionnaires dans les Sociétés Absorbante et Absorbée réunis en assemblée générale des actionnaires.

Aucune approbation d'un autre organe des Sociétés Fusionnantes n'est requise pour les actions en vue de la Fusion.

18. Goodwill et Réserves. La Fusion n'aura aucune influence sur le goodwill et les réserves distribuables de la Société Absorbante.

19. Etat comptable intermédiaire. Aucun état comptable intermédiaire tel que prévu à l'article 2:313 paragraphe 2 CCN et l'article 267 LSC n'a été préparé pour la Société Absorbante étant donné que le premier exercice social de cette dernière n'a commencé que le 10 novembre 2011.

Un état comptable intermédiaire tel que requis par l'article 2:313 paragraphe 2 CCN et l'article 267 LSC a été préparé pour la Société Absorbée, étant donné que les derniers comptes annuels se rapportaient à un exercice dont la fin est antérieure de plus de six mois au dépôt du présent projet.

20. Rapport de l'organe de Direction. Les actionnaires des Sociétés Fusionnantes ont convenu, conformément à l'article 2:313 paragraphe 4 CCN et articles 265 paragraphe 3 et 278 LSC, de renoncer aux exigences des articles 2:313 paragraphe 1 CCN et 265 paragraphe 1 et 2 LSC, relatives aux rapports explicatifs.

Une copie de ces renoncations des actionnaires restera annexée à la présente en tant qu'Annexe C pour en faire partie intégrante.

21. Publication. Conformément aux dispositions législatives néerlandaises et luxembourgeoises régissant la matière:

(a) le projet de fusion et ses annexes A, B et C

(b) les comptes annuels de la Société Absorbée relatifs aux années 2008, 2009 et 2010; une copie de ces comptes annuels restera annexée à la présente en tant qu'Annexe D pour en faire partie intégrante.

(c) un état comptable de la Société Absorbée arrêté au 10 novembre 2011; une copie de cet état comptable restera annexée à la présente en tant qu'Annexe E pour en faire partie intégrante.

1. seront déposés pour publication au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg;

2. seront déposés à la Chambre de Commerce d'Amsterdam; et

3. seront déposés au siège social des Sociétés Fusionnantes.

Ce dépôt sera publié

(a) au "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" du Luxembourg, conformément aux articles 262 et 9 LSC au moins un mois avant l'assemblée générale des actionnaires appelée à se prononcer sur le projet de fusion;

(b) au Mémorial des Pays-Bas (Staatscourant) et dans un journal néerlandais.

22. Effet de la Fusion. La Fusion entre la Société Absorbante et la Société Absorbée est réalisée lorsque sont intervenues les décisions concordantes prises au sein des sociétés en cause.

23. Frais. Tous les frais pour la préparation et l'exécution de l'acte notarié de ce document et les actions nécessaires pour l'exécution de la présente seront pris en charge par la Société Absorbante.

Déclaration

Conformément à l'article 271 de 3a Loi de 1915, le notaire soussigné certifie la légalité du présent projet de fusion.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la mandataire des comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire par ses nom, prénoms, état et demeure, la mandataire des parties comparantes a signé avec nous, notaire le présente acte.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 novembre 2011. LAC/2011/51218. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société;

Luxembourg, le 21 novembre 2011.

Carlo WERSANDT.

**Suivent les annexes:
Annexe A**

In the year two thousand eleven, on the tenth of November.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

1) Electech Real Estate B.V., with registered office in Ijburglaan 426, 1086 ZI Amsterdam, registered with the Chamber of Commerce of Amsterdam under number 34100572,

here represented by Mrs Alexia UHL, private employee, with professional address in L-1446 Luxembourg, 12, rue Jean Engling,

by virtue of a proxy given under private seal on November 8, 2011.

2) Duraugo Investments B.V., with registered office in Kabelweg 21, 1014BA Amsterdam, registered with the Chamber of Commerce of Amsterdam under number 34229207,

here represented by Mrs Alexia UHL, prenamed,

by virtue of a proxy given under private seal on November 8, 2011.

Said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing persons, represented as said before, have requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which they deem to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows;

Art. 1. There is hereby established a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name of "Montague Lux S.à r.l." (the "Company"), which will be governed by the present articles of association (the "Articles") as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law").

Art. 2. The Company may make any transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The Company may particularly use its funds for the. setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents,

The Company may borrow in any form whatever.

The Company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the Law.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the concerning legal dispositions.

The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote its development or extension.

Art. 3. The registered office is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg). The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the management.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a simple decision of the shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles,

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the Company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 4. The duration of the Company is unlimited.

Art. 5. The corporate capital is set at twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares of one Euro (1.- EUR) each.

When and as long as all the shares are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended Law are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the Company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The Company may acquire its own shares provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 6. The shares are indivisible with respect to the Company, which recognizes only one owner per share.

If a share is owned by several persons, the Company is entitled to: suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the Company the owner of the share. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the shares encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 7. The transfer of shares inter vivos to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital. The transfer of shares mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the shares are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse, If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved,

Art. 8. Apart from his capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the Company through the current account.

The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who; has made the cash advance and the Company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the Company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 9. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the Company, In case of the death of a shareholder, the Company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 10. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the Company nor interfere in any manner in the management of the Company, They have to refer to the Company's inventories.

Art. 11. The Company is managed and administered by one or several managers, whether shareholders or third parties. The power of a manager is determined by the general shareholders' meeting when he is appointed, The mandate of manager is entrusted to him until his dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the Company's transactions and to represent the Company in and out of court.

The manager(s) may appoint attorneys of the Company, who are entitled to bind the Company by their sole signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 12. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the Company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 13. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital.

Nevertheless, decisions amending the Articles can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital. Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

Art. 14. The Company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 15. Each year, as of the thirty-first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 16. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 17. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the Company, Each year five percent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 18. In the event of the dissolution of the Company for whatever reason, the -liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the Company's liquidation is closed, the Company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the shares they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 19. With respect to all matters not provided for by these Articles, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 20. Any litigation which will occur during the liquidation of the Company either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the Company, will be settled, insofar as the Company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Transitory disposition

The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2011,

Subscription and Payment

The Articles of the Company thus having been established, the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares have been subscribed as follows:

1) Electech Real Estate B.V., predesignated, eight thousand seven hundred fifty shares	8,750
2) Durango Investments B.V., predesignated, three thousand seven hundred fifty shares	<u>3,750</u>
Total: twelve thousand five hundred shares	12,500

All these shares have been fully paid up by the aforesaid subscribers by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the notary by a bank certificate, who expressly attests thereto.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present, deed, is approximately one thousand Euros.

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the company, the appearing parties, acting as partners representing the whole of the share capital, considering themselves to be duly convened, declare that they are meeting in an extraordinary general meeting and take the following resolutions by unanimity.

- 1) The registered office is established in L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
- 2) Are appointed as managers of the Company for an undetermined duration:
 - Mr Emmanuel MOUGEOLLE, administrateur de société, born in Epinal, on 3 July 1977, residing professionally in L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

- Mrs Géraldine SCHMIT, administrateur de société, born in Messancy, on 12 November 1969, residing professionally in L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll

3) The Company is validly bound in any circumstances by the joint signatures of the two managers.

Statement

The undersigned, notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail,

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing persons, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing persons has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dix novembre.

Par devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU;

1) Electech Real Estate B.V., ayant son siège social à Ijburglaan 426, 1086 ZJ Amsterdam, immatriculée au Registre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 34100572,

ici représentée, par Madame Alexia UHL, employée privée, demeurant professionnellement à L-1446 Luxembourg, 12, rue Jean Engling,

en vertu d'un pouvoir donné sous seing privé le 8 novembre 2011.

2) Durango Investments B.V., ayant son siège social à Kabelweg 21, 1014BA Amsterdam, immatriculée au Registre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 34229207,

ici représentée par Madame Alexia UHL, prénommée,

en vertu d'un pouvoir donné sous seing privé le 8 novembre 2011,

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elles déclarent constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Montague Lux S.à r.l.", (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets,

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

Art. 3. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales; Une

telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société, La déclaration de transfert de siège sera faire et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger,

Art. 4. La durée de la Société est illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de un euro (1,- EUR) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la Loi sont d'application, c'est-à-dire, chaque décision de l'associé, unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la Société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La Société peut acquérir ses propres parts à condition, qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 6. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 7. Les cessions de parts entre vifs à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale,

Art. 8. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la Société.

Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la Société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la Société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société. En cas de décès d'un associé, la Société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 10. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 11. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Les pouvoirs d'un gérant seront déterminés par l'assemblée générale lors de sa nomination. Le mandat de gérant lui est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la Société et pour représenter la Société judiciairement et extrajudiciairement.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoir de la Société, qui peuvent engager la Société par leurs signatures individuelles, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 12. Tout gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle, quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social,

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 14. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année,

Art. 15. Chaque année, au 31 décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 17. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 18. En cas de dissolution de la Société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la Société terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 20. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la Société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la Société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la Société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Electech Real Estate B.V., préqualifiée, huit mille sept cent cinquante parts sociales,	8.750
2) Durango Investments B.V., préqualifiée, trois mille sept cent cinquante parts sociales	3.750
Total; douze mille cinq cents parts sociales	12.500

Toutes ces parts sociales ont été intégralement libérées par les souscripteurs prédites moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), est à partir de ce jour à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément,

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt après la constitution de la Société, les parties comparantes, agissant comme associées représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoquées, déclarent qu'elles se réunissent en assemblée générale extraordinaire et prennent à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le siège social est établi à L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
2. Sont nommés comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Emmanuel MOUGEOLLE, administrateur de société, né à Epinal, le 3 juillet 1977, demeurant professionnellement à L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
 - Madame Géraldine SCHMIT, administrateur de société, née à Messancy, le 12 novembre 1969, demeurant professionnellement à L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll,
3. La Société est, valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parie l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaut.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après, lecture du présent acte à la mandataire des comparantes, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite mandataire des comparantes a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

In het jaar tweeduizend elf, op tien november

Voor ons ondergetekende, Carlo WERSANDT, notaris gevestigd te Luxemburg, (Groothertogdom Luxemburg);

ZIJN VERSCHENEN:

1) Electech Real Estate B.V., gevestigd te IJburglaan 426, 1086 ZJ Amsterdam, ingeschreven bij de Kamer van Koophandel te Amsterdam onder nummer 34100572,

hier vertegenwoordigd door mw. Alexia UHL, private werknemer,
kantoorhoudend te L-1466 Luxemburg, 12, rue Jean Engling,
krachtens een volmacht gegeven bij onderhandse akte op 8 november 2011.

2) Durango Investments B.V., gevestigd te Kabelweg 21, 1014 BA Amsterdam, ingeschreven bij de Kamer van Koophandel te Amsterdam onder nummer 34229207,

hier vertegenwoordigd door mw. Alexia UHL, bovengenoemd,
krachtens een volmacht gegeven bij onderhandse akte op 8 november 2011 Nadat genoemde volmachten door de gevolmachtigde en de instrumenterende notaris "ne varietur" zijn ondertekend, zullen zij vastgehecht blijven aan deze akte om hiermee te worden geregistreerd.

Welke verschijnende partijen, vertegenwoordigd als hiervoor aangegeven, de instrumenterende notaris hebben verzocht om de akte van oprichting van een société à responsabilité limitée [besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid] op te stellen, die zij door middel van onderhavige overeenkomst verklaren op te richten en waarvan de Statuten als volgt zijn vastgesteld:

Art. 1. Bij onderhavige akte is een société à responsabilité limitée opgericht onder de naam "Montague Lux S.à r.l.", (de "Vennootschap"), welke bestuurd zal worden volgens onderhavige Statuten (de "Statuten") alsmede volgens de respectieve wetten en meer in het bijzonder de [Luxemburgse] wet op de handelsvennootschappen als gewijzigd op 10 augustus 1915 (de "Wet").

Art. 2. De Vennootschap zal alle handelingen mogen verrichten die direct of indirect verband houden met het nemen van participaties, in welke vorm dan ook, in enig bedrijf, evenals de administratie, het beheer, de controle en de ontwikkeling van deze participaties.

De Vennootschap zal voornamelijk haar kapitaal mogen gebruiken voor de oprichting, het beheer, de ontwikkeling, het in waarde omzetten en de liquidatie van een portefeuille die bestaat uit alle effecten en octrooien van welke oorsprong dan ook, de deelneming aan de oprichting, de ontwikkeling en de controle van enig bedrijf, het door middel van inbreng, intekening, vaste overname of aankoopoptie en op elke andere manier verwerven van alle effecten en octrooien, deze te gelde te maken door middel van de verkoop, de overdracht, het ruilen of op andere wijze, deze zaken en octrooien in waarde omzetten.

De Vennootschap zal onder welke vorm dan ook geld kunnen lenen.

De Vennootschap zal, binnen de in de Wet vastgestelde grenzen, aan iedere andere vennootschap van de groep of aan iedere aandeelhouder steun, leningen, voorschotten of garanties kunnen verstrekken.

In het kader van haar activiteit kan de Vennootschap een hypotheek verlenen, geld lenen met of zonder garantie of borg staan voor andere rechtspersonen en natuurlijke personen, onder voorbehoud van de desbetreffende wettelijke bepalingen.

De Vennootschap zal alle maatregelen nemen om haar rechten te beschermen en zal in het algemeen alle handelingen verrichten die direct of indirect verband houden met haar doel of die hieraan ten goede komen en die geschikt zijn voor het bevorderen van de ontwikkeling of uitbreiding.

Art. 3. De zetel van de Vennootschap is gevestigd in de gemeente Luxemburg (Groothertogdom Luxemburg). Het adres van de zetel kan binnen de gemeente verplaatst worden bij eenvoudige beslissing van het bestuur.

De zetel kan naar elke andere plaats in het Groothertogdom Luxemburg verplaatst worden bij eenvoudige beslissing van de vennoten door een beraadslaging als inzake een wijziging van de Statuten.

In het geval dat er zich buitengewone gebeurtenissen van politieke of economische aard voordoen of zich dreigen voor te doen die de normale activiteit op de zetel of de goede communicatie vanuit deze zetel met net buitenland in gevaar brengen, zal de zetel tijdelijk naar het buitenland verplaatst kunnen worden totdat deze abnormale omstandigheden volledig beëindigd zijn. Een dergelijke beslissing zal geen enkele invloed hebben op de nationaliteit van de Vennootschap.

De verklaring van verplaatsing van de zetel zal opgesteld en ter kennis van derden gesteld worden door het orgaan van de Vennootschap dat zich hiertoe onder de gegeven omstandigheden op de beste plaats bevindt.

De Vennootschap kan kantoren en filialen in zowel Luxemburg als het buitenland hebben.

Art. 4. De Vennootschap is opgericht voor onbepaalde duur.

Art. 5. Het maatschappelijk kapitaal is vastgesteld op twaalfduizend vijfhonderd euro (12.500,- EUR), vertegenwoordigd door twaalfduizend vijfhonderd (12.500,-) aandelen van ieder een euro (1,- EUR).

Wanneer en voor zolang een vennoot alle aandelen in handen heeft, zijn onder andere de artikelen 200-1 en 200-2 van de Wet van toepassing, dat wil zeggen dat iedere beslissing van de enige vennoot evenals iedere overeenkomst tussen laatstgenoemde en de Vennootschap schriftelijk vastgesteld dient te zijn en dat de bepalingen met betrekking tot de algemene vergaderingen van vennoten niet van toepassing zijn.

De Vennootschap kan haar eigen aandelen verwerven, op voorwaarde dat deze vernietigd worden en dat het kapitaal verhoudingsgewijs verminderd wordt.

Art. 6. De aandelen zijn ondeelbaar ten opzichte van de Vennootschap, die slechts een eigenaar voor ieder aandeel erkent.

Wanneer er meerdere eigenaren van een aandeel zijn, heeft de Vennootschap het recht om de uitoefening van de desbetreffende rechten op te schorten, totdat een persoon wordt aangewezen als eigenaar van het aandeel ten opzichte van de Vennootschap. Hetzelfde zal gelden in het geval van een geschil waarin de vruchtgebruiker en de blote eigenaar of een debiteur en een pandhouder tegenover elkaar staan. Alle stemrechten die horen bij de aandelen die belast zijn met vruchtgebruik, zullen door de vruchtgebruiker uitgeoefend worden.

Art. 7. De aandelenoverdrachten tussen levende personen en vennoten en niet-vennoten zijn afhankelijk van de goedkeuring van de algemene vergadering van vennoten die minimaal drie kwart van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen. De aandelenoverdrachten vanwege overlijden aan vennoten en niet-vennoten zijn afhankelijk van de goedkeuring van de algemene vergadering van vennoten die minimaal drie kwart van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen dat aan de overlevenden toebehoort.

Deze goedkeuring is niet vereist wanneer de aandelen aan legitimarissen worden overgedragen, of aan de overlevende echtgenoot. In het geval van een weigering van goedkeuring in een van de gevallen hebben de resterende vennoten het recht van voorkoop in verhouding tot hun deelname in het resterende maatschappelijk kapitaal.

Het recht van voorkoop dat niet uitgeoefend wordt door een of meerdere vennoten valt naar verhouding ten deel aan de andere vennoten. Het dient binnen een termijn van drie maanden na de weigering van goedkeuring uitgeoefend te worden. Het niet-uitoefenen van het recht van voorkoop brengt van rechtswege goedkeuring van het oorspronkelijke overdrachtsvoorstel met zich mee.

Art. 8. Naast zijn inbreng zal iedere vennoot, met voorafgaande instemming van de andere vennoten, voorschotten op de rekening van de Vennootschap doen.

Deze voorschotten zullen opgenomen worden op een speciale rekening tussen de vennoot die het voorschot gedaan heeft, en de Vennootschap. Er zal een rente van toepassing zijn op de voorschotten tegen een door een meerderheid van twee derde van de algemene vergadering van vennoten vastgestelde rentevoet. Deze rentes zullen als algemene kosten worden opgenomen.

De door een vennoot toegekende voorschotten in de door dit artikel bepaalde vorm dienen niet als aanvullende inbreng beschouwd te worden en de vennoot zal erkend worden als crediteur van de Vennootschap met betrekking tot dit bedrag en de rentes.

Art. 9. Het overlijden, de onbekwaamverklaring, het faillissement of het bankroet van een van de vennoten brengt niet het einde van de Vennootschap met zich mee. In geval van overlijden van een vennoot zal de Vennootschap voortgezet worden tussen de resterende vennoten en de wettelijke erfgenamen.

Art. 10. De schuldeisers, rechtverkrijgenden of erfgenamen van de vennoten kunnen op geen enkele grand de goederen en documenten van de Vennootschap verzegelen, noch kunnen deze zich op enige wijze mengen in haar administratieve handelingen. Ze dienen zich voor de uitoefening van hun rechten te richten naar de inventarissen die zijn opgemaakt door de Vennootschap.

Art. 11. De Vennootschap wordt beheerd en bestuurd door een of meerdere bestuurders, die al dan niet vennoten zijn. De bevoegdheden van een bestuurder worden door de algemene vergadering bij zijn benoeming bepaald. De volmacht van de bestuurder wordt hem toevertrouwd tot zijn ad nutum ontslag door de vergadering van vennoten, die met een meerderheid van de stemmen beraadstaagd hebben.

De bestuurder(s) heeft/hebben de uitgebreidste bevoegdheden om de zaken van de Vennootschap uit te voeren en om de Vennootschap in en buiten rechte te vertegenwoordigen.

De bestuurder(s) kan/kunnen gevolmachtigden van de Vennootschap benoemen, die met hun individuele handtekening verbintenissen kunnen aangaan voor de Vennootschap, maar uitsluitend binnen de in de volmacht bepaalde grenzen.

Art. 12. Een bestuurder gaat vanwege zijn functie geen persoonlijke verplichting aan met betrekking tot de verbintenissen die doorgaans door hem aangegaan worden namens de Vennootschap; als gevolmachtigde is hij uitsluitend verantwoordelijk voor het uitvoeren van zijn volmacht.

Art. 13. Collectieve beslissingen zijn uitsluitend geldig genomen voor zover deze door de vennoten zijn aangenomen die minimaal de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Beslissingen die echter een statutenwijziging tot doel hebben, kunnen uitsluitend genomen worden met een meerderheid van de vennoten die minimaal drie kwart van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Interimdividend kan uitsluitend worden uitgekeerd onder de volgende voorwaarden:

- er dienen op kwartaal- of halfjaarbasis tussentijdse cijfers opgesteld te worden,
- deze cijfers dienen een toereikende winst te laten zien, inclusief overgedragen winst,
- de beslissing om interimdividend te betalen wordt door een buitengewone vergadering van vennoten genomen.

Art. 14. Het boekjaar loopt van 1 januari tot en met 31 december van ieder jaar.

Art. 15. Ieder jaar stellen de bestuurders op 31 december de jaarrekening op en leggen ze deze voor aan de vennoten.

Art. 16. Iedere vennoot kan gedurende vijftien dagen voor de goedkeuring ervan inzage krijgen in de jaarrekening op de zetel van de Vennootschap.

Art. 17. Het batig overschot van de winst-en-verliesrekening, na aftrek van de algemene kosten, sociale lasten, aflossingen en voorzieningen, vormt de netto winst van de Vennootschap. Ieder jaar zal vijf procent (5%) van de netto winst worden afgehouden en toegewezen aan de wettelijke reserve. Dit afhouden en toewijzen zal niet meer verplicht zijn wanneer de reserve een tiende van het maatschappelijk kapitaal bereikt heeft, maar dient hervat te worden tot volledig herstel, wanneer op een gegeven moment en om welke reden dan ook het reservekapitaal aangesproken wordt. Het saldo is vrij ter beschikking van de vennoten.

Art. 18. In geval van ontbinding van de Vennootschap om welke reden dan ook zal de liquidatie gedaan worden door de bestuurders of door iedere persoon die door de vennoten wordt aangewezen.

Wanneer de liquidatie van de Vennootschap beëindigd is, zullen de activa van de Vennootschap toegekend worden aan de vennoten naar verhouding van de aandelen die zij bezitten.

Eventuele verliezen zullen op dezelfde wijze verdeeld worden, zonder dat een vennoot echter verplicht kan zijn om betalingen te doen die hoger zijn dan zijn inbreng.

Art. 19. Voor alles wat niet wordt voorzien door onderhavige Statuten, verwijzen de vennoten naar de wettelijke bepalingen die van kracht zijn.

Art. 20. Aliquidatie van de Vennootschap, ofwel tussen de vennoten onderling, ofwel tussen de bestuurder(s) en de Vennootschap, zullen, voor zover het om zaken van de Vennootschap gaat, middels arbitrage beslecht worden conform de civiele procedure.

Overgangsbepaling

Het eerste boekjaar begint op de dag van oprichting en eindigt op 31 december 2011.

Intekening en volstorting

Daar de Statuten van de Vennootschap op deze wijze zijn vastgelegd, zijn de twaalfduizend vijfhonderd (12.500) aandelen als volgt ingetekend:

1) Electech Real Estate B.V., bevoegd, achtduizend zeventienhonderdvijftig aandelen,	8.750
2) Durango Investments B.V., bevoegd, drieduizend zeventienhonderdvijftig aandelen,	3.750
Totaal: twaalfduizend vijfhonderd aandelen,	<u>12.500</u>

Al deze aandelen zijn volgestort door de voornoemde intekenaars door middel van een storting in contanten, zodat het bedrag van twaalfduizend vijfhonderd euro (12.500,- EUR) vanaf heden ter beschikking van de Vennootschap is, dat door middel van een bankverklaring is aangetoond bij de notaris, die dit uitdrukkelijk verklaart.

Kosten

Het totale bedrag van de kosten, uitgaven, vergoedingen of lasten, in welke vorm dan ook, die voor rekening van de Vennootschap zijn, of die haar wegens onderhavige Statuten opgelegd worden, bedraagt ongeveer duizend euro.

Buitengewone vergadering

Onmiddellijk na de oprichting van de Vennootschap verklaren de verschijnende partijen, die handelen als vennoten die het gehele maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen en zich als bevoegd bijeengekomen beschouwen, dat ze een buitengewone vergadering bijeenroepen, en nemen unaniem de volgende beslissingen;

1. De zetel wordt vastgesteld te L-2557 Luxemburg, 7A, rue Robert Stümper.
2. Als bestuurders van de Vennootschap voor onbepaalde duur worden benoemd:

- De heer Emmanuel MOUGEOLLE, bestuurder van de Vennootschap, geboren te Epinal, op 3 juli 1977, kantoorhoudende te L-1882 Luxemburg, 5, rue Guillaume Kroll.

- Mevrouw Géraldine SCHMIT, bestuurder van de Vennootschap, geboren te Messancy, op 12 november 1969, kantoorhoudende te L-1882 Luxemburg, 5, rue Guillaume Kroll.

3. De Vennootschap gaat onder alle omstandigheden geldig verbintenissen aan middels de gezamenlijke handtekening van de twee bestuurders.

Verklaring

Ondergetekende notaris, die de Engelse en Franse taal begrijpt en spreekt, verklaart middels onderhavige Statuten, dat op verzoek van de comparanten onderhavige akte in het Engels is opgesteld, gevolgd door een Franse versie, op verzoek van dezelfde comparanten, en dat in geval van afwijkingen tussen de Engelse en Franse tekst, de Engelse versie prevaleert.

WAARVAN AKTE, onderhavige akte is gepasseerd te Luxemburg, op de aan het hoofd aangegeven datum.

Na het voorlezen van onderhavige akte aan de gevolmachtigde van de verschijnende partijen, van wie de naam, de voornaam, de burgerlijke Staat en de woonplaats bij de notaris bekend zijn, heeft genoemde gevolmachtigde van de verschijnende partijen met ons, notaris, onderhavige akte ondertekend.

Volgt de Franse versie van de voorgaande tekst:

Ondergetekende, mevrouw Linda Bijl, als beëdigd vertaler voor Engels en Frans ingeschreven bij de Rechtbank van Haarlem en in het Nederlands register voor Beëdigde Tolken en Vertalers onder nummer 3586, verklaart dat onderhavige vertaling een getrouwe en letterlijke weergave vormt van de hierbij aangehechte Franse tekst.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 novembre 2011. Relation: LAC/2011/51218. Reçu douze euros 12,00 €.

AMSTELVEEN, 14 november 2011.

Linda BIJL.

Annexe B Appendix

Draft of the articles of association of Montague Lux S.à r.l. upon merger

Art. 1. There is hereby established a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name of "Montague Lux S.à r.l." (the "Company"), which will be governed by the present articles of association (the "Articles") as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law").

Art. 2. The Company may make any transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents. The Company may borrow in any form whatever.

The Company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the Law.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the concerning legal dispositions.

The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote its development or extension.

Art. 3. The registered office is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg). The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the management.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a simple decision of the shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the Company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 4. The duration of the Company is unlimited.

Art. 5. The corporate capital is set at thirty thousand five hundred Euros (30,500.- EUR) represented by thirty thousand five hundred (30,500) shares of one Euro (1.- EUR) each.

When and as long as all the shares are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended Law are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the Company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The Company may acquire its own shares provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 6. The shares are indivisible with respect to the Company, which recognizes only one owner per share.

If a share is owned by several persons, the Company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the Company the owner of the share. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the shares encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 7. The transfer of shares inter vivos to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital. The transfer of shares mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the shares are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse. If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 8. Apart from his capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the Company through the current account.

The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the Company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the Company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 9. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the Company. In case of the death of a shareholder, the Company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 10. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the Company nor interfere in any manner in the management of the Company. They have to refer to the Company's inventories.

Art. 11. The Company is managed and administered by one or several managers, whether shareholders or third parties. The power of a manager is determined by the general shareholders' meeting when he is appointed. The mandate of manager is entrusted to him until his dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the Company's transactions and to represent the Company in and out of court.

The manager(s) may appoint attorneys of the Company, who are entitled to bind the Company by their sole signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 12. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the Company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 13. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital.

Nevertheless, decisions amending the Articles can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital. Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

Art. 14. The Company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 15. Each year, as of the thirty-first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 16. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 17. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the Company. Each year five percent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 18. In the event of the dissolution of the Company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the Company's liquidation is closed, the Company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the shares they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 19. With respect to all matters not provided for by these Articles, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 20. Any litigation which will occur during the liquidation of the Company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the Company, will be settled, insofar as the Company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Suit la version française du texte qui précède:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Montague Lux S.à r.l.", (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

Art. 3. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. La durée de la Société est illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente mille cinq cents euros (30.500,- EUR), représenté par trente mille cinq cents (30.500) parts sociales de un euro (1,- EUR) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la Loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la Société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La Société peut acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 6. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste. Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 7. Les cessions de parts entre vifs à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 8. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la Société.

Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la Société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la Société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société. En cas de décès d'un associé, la Société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 10. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 11. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Les pouvoirs d'un gérant seront déterminés par l'assemblée générale lors de sa nomination. Le mandat de gérant lui est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la Société et pour représenter la Société judiciairement et extrajudiciairement.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoir de la Société, qui peuvent engager la Société par leurs signatures individuelles, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 12. Tout gérant ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle, quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 14. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque aimée.

Art. 15. Chaque année, au 31 décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 17. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque aimée, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 18. En cas de dissolution de la Société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés. La liquidation de la Société terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 20. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la Société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la Société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la Société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Volgt de Franse versie van de voorgaande tekst:

Art. 1. Bij onderhavige akte is een société à responsabilité limitée opgericht onder de naam "Montague Lux S.à r.l.", (de "Vennootschap"), welke bestuurd zal worden volgens onderhavige Statuten (de "Statuten") alsmede volgens de respectieve wetten en meer in het bijzonder de [Luxemburgse] wet op de handelsvennootschappen als gewijzigd op 10 augustus 1915 (de "Wet").

Art. 2. De Vennootschap zal alle handelingen mogen verrichten die direct of indirect verband houden met het nemen van participaties, in welke vorm dan ook, in enig bedrijf, evenals de administratie, het beheer, de controle en de ontwikkeling van deze participaties.

De Vennootschap zal voornamelijk haar kapitaal mogen gebruiken voor de oprichting, het beheer, de ontwikkeling, het in waarde omzetten en de liquidatie van een portefeuille die bestaat uit alle effecten en octrooien van welke oorsprong dan ook, de deelneming aan de oprichting, de ontwikkeling en de controle van enig bedrijf, het door middel van inbreng, intekening, vaste overname of aankoopoptie en op elke andere manier verwerven van alle effecten en octrooien, deze te gelde te maken door middel van de verkoop, de overdracht, het ruilen of op andere wijze, deze zaken en octrooien in waarde omzetten.

De Vennootschap zal onder welke vorm dan ook geld kunnen lenen.

De Vennootschap zal, binnen de in de Wet vastgestelde grenzen, aan iedere andere vennootschap van de groep of aan iedere aandeelhouder steun, leningen, voorschotten of garanties kunnen verstrekken.

In het kader van haar activiteit kan de Vennootschap een hypotheek verlenen, geld lenen met of zonder garantie of borg staan voor andere rechtspersonen en natuurlijke personen, onder voorbehoud van de desbetreffende wettelijke bepalingen.

De Vennootschap zal alle maatregelen nemen om haar rechten te beschermen en zal in het algemeen alle handelingen verrichten die direct of indirect verband houden met haar doel of die hieraan ten goede komen en die geschikt zijn voor het bevorderen van de ontwikkeling of uitbreiding.

Art. 3. De zetel van de Vennootschap is gevestigd in de gemeente Luxemburg (Groothertogdom Luxemburg). Het adres van de zetel kan binnen de gemeente verplaatst worden bij eenvoudige beslissing van het bestuur.

De zetel kan naar elke andere plaats in het Groothertogdom Luxemburg verplaatst worden bij eenvoudige beslissing van de vennoten door een beraadslaging als inzake een wijziging van de Statuten.

In het geval dat er zich buitengewone gebeurtenissen van politieke of economische aard voordoen of zich dreigen voor te doen die de normale activiteit op de zetel of de goede communicatie vanuit deze zetel met het buitenland in gevaar brengen, zal de zetel tijdelijk naar het buitenland verplaatst kunnen worden totdat deze abnormale omstandigheden volledig beëindigd zijn. Een dergelijke beslissing zal geen enkele invloed hebben op de nationaliteit van de Vennootschap. De verklaring van verplaatsing van de zetel zal opgesteld en ter kennis van derden gesteld worden door het orgaan van de Vennootschap dat zich hiertoe onder de gegeven omstandigheden op de beste plaats bevindt.

De Vennootschap kan kantoren en filialen in zowel Luxemburg als het buitenland hebben.

Art. 4. De Vennootschap is opgericht voor onbepaalde duur.

Art. 5. Het maatschappelijk kapitaal is vastgesteld op dertigduizend vijfhonderd euro (30.500,- EUR), vertegenwoordigd door dertigduizend vijfhonderd (30.500,-) aandelen van ieder een euro (1,- EUR).

Wanneer en voor zolang een vennoot alle aandelen in handen heeft, zijn onder andere de artikelen 200-1 en 200-2 van de Wet van toepassing, dat wil zeggen dat iedere beslissing van de enige vennoot evenals iedere overeenkomst tussen laatstgenoemde en de Vennootschap schriftelijk vastgesteld dient te zijn en dat de bepalingen met betrekking tot de algemene vergaderingen van vennoten niet van toepassing zijn.

De Vennootschap kan haar eigen aandelen verwerven, op voorwaarde dat deze vernietigd worden en dat het kapitaal verhoudingsgewijs verminderd wordt.

Art. 6. De aandelen zijn ondeelbaar ten opzichte van de Vennootschap, die slechts een eigenaar voor ieder aandeel erkent.

Wanneer er meerdere eigenaren van een aandeel zijn, heeft de Vennootschap het recht om de uitoefening van de desbetreffende rechten op te schorten, totdat een persoon wordt aangewezen als eigenaar van het aandeel ten opzichte van de Vennootschap, Hetzelfde zal gelden in het geval van een geschil waarin de vruchtgebruiker en de blote eigenaar of een debiteur en een pandhouder tegenover elkaar staan. Alle stemrechten die horen bij de aandelen die belast zijn met vruchtgebruik, zullen door de vruchtgebruiker uitgeoefend worden.

Art. 7. De aandelenoverdrachten tussen levende personen en vennoten en niet-vennoten zijn afhankelijk van de goedkeuring van de algemene vergadering van vennoten die minimaal drie kwart van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen. De aandelenoverdrachten vanwege overlijden aan vennoten en niet-vennoten zijn afhankelijk van de goedkeuring van de algemene vergadering van vennoten die minimaal drie kwart van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen dat aan de overlevenden toebehoort.

Deze goedkeuring is niet vereist wanneer de aandelen aan legitimarissen worden overgedragen, of aan de overlevende echtgenoot. In het geval van een weigering van goedkeuring in een van de gevallen hebben de resterende vennoten het recht van voorkoop in verhouding tot hun deelname in het resterende maatschappelijk kapitaal.

Het recht van voorkoop dat niet uitgeoefend wordt door een of meerdere vennoten valt naar verhouding ten deel aan de andere vennoten. Het dient binnen een termijn van drie maanden na de weigering van goedkeuring uitgeoefend te worden. Het niet-uitoefenen van het recht van voorkoop brengt van rechtswege goedkeuring van het oorspronkelijke overdrachtsvoorstel met zich mee.

Art. 8. Naast zijn inbreng zal iedere vennoot, met voorafgaande instemming van de andere vennoten, voorschotten op de rekening van de Vennootschap doen.

Deze voorschotten zullen opgenomen worden op een speciale rekening tussen de vennoot die het voorschot gedaan heeft, en de Vennootschap, Er zal een rente van toepassing zijn op de voorschotten tegen een door een meerderheid van twee derde van de algemene vergadering van vennoten vastgestelde rentevoet. Deze rentes zullen als algemene kosten worden opgenomen.

De door een vennoot toegekende voorschotten in de door dit artikel bepaalde vorm dienen niet als aanvullende inbreng beschouwd te worden en de vennoot zal erkend worden als crediteur van de Vennootschap met betrekking tot dit bedrag en de rentes.

Art. 9. Het overlijden, de onbekwaamverklaring, het faillissement of het bankroet van een van de vennoten brengt niet het einde van de Vennootschap met zich mee. In geval van overlijden van een vennoot zal de Vennootschap voortgezet worden tussen de resterende vennoten en de wettelijke erfgenamen.

Art. 10. De schuldeisers, rechtverkrijgenden of erfgenamen van de vennoten kunnen op geen enkele grond de goederen en documenten van de Vennootschap verzegelen, noch kunnen deze zich op enige wijze mengen in haar administratieve handelingen. Ze dienen zich voor de uitoefening van hun rechten te richten naar de inventarissen die zijn opgemaakt door de Vennootschap.

Art. 11. De Vennootschap wordt beheerd en bestuurd door een of meerdere bestuurders, die al dan niet vennoten zijn. De bevoegdheden van een bestuurder worden door de algemene vergadering bij zijn benoeming bepaald. De volmacht van de bestuurder wordt hem toevertrouwd tot zijn-ad nutum ontslag door de vergadering van vennoten, die met een meerderheid van de stemmen beraadslaagd hebben.

De bestuurder(s) heeft/hebben de uitgebreidste bevoegdheden om de zaken van de Vennootschap uit te voeren en om de Vennootschap in en buiten rechte te vertegenwoordigen.

De bestuurder(s) kan/kunnen gevolmachtigden van de Vennootschap benoemen, die met hun individuele handtekingen verbintenissen kunnen aangaan voor de Vennootschap, maar uitsluitend binnen de in de volmacht bepaalde grenzen.

Art. 12. Een bestuurder gaat vanwege zijn functie geen persoonlijke verplichting aan met betrekking tot de verbintenissen die doorgaans door hem aangegaan worden namens de Vennootschap; als gevolmachtigde is hij uitsluitend verantwoordelijk voor het uitvoeren van zijn volmacht.

Art. 13. Collectieve beslissingen zijn uitsluitend geldig genomen voor zover deze door de vennoten zijn aangenomen die minimaal de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Beslissingen die echter een statutenwijziging tot doel hebben, kunnen uitsluitend genomen worden met een meerderheid van de vennoten die minimaal drie kwart van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Interimdividend kan uitsluitend worden uitgekeerd onder de volgende voorwaarden:

- er dienen op kwartaal- of halfjaarbasis tussentijdse cijfers opgesteld te worden,
- deze cijfers dienen een toereikende winst te laten zien, inclusief overgedragen winst,
- de beslissing om interimdividend te betalen wordt door een buitengewone vergadering van vennoten genomen.

Art. 14. Het boekjaar loopt van 1 januari tot en met 31 december van ieder jaar.

Art. 15. Ieder jaar stellen de bestuurders op 31 december de jaarrekening op en leggen ze deze voor aan de vennoten,

Art. 16. Iedere vennoot kan gedurende vijftien dagen voor de goedkeuring ervan inzage krijgen in de jaarrekening op de zetel van de Vennootschap,

Art. 17. Het batig overschot van de winst-en-verliesrekening, na aftrek van de algemene kosten, sociale lasten, aflossingen en voorzieningen, vormt de netto winst van de Vennootschap. Ieder jaar zal vijf procent (5%) van de netto winst worden afgehouden en toegewezen aan de wettelijke reserve. Dit afhouden en toewijzen zal niet meer verplicht zijn wanneer de reserve een tiende van het maatschappelijk kapitaal bereikt heeft, maar dient hervat te worden tot volledig herstel, wanneer op een gegeven moment en om welke reden dan ook het reservekapitaal aangesproken wordt. Het saldo is vrij ter beschikking van de vennoten.

Art. 18. In geval van ontbinding van de Vennootschap om welke reden dan ook zal de liquidatie gedaan worden door de bestuurders of door iedere persoon die door de vennoten wordt aangewezen.

Wanneer de liquidatie van de Vennootschap beëindigd is, zullen de activa van de Vennootschap toegekend worden aan de vennoten naar verhouding van de aandelen die zij bezitten.

Eventuele verliezen zullen op dezelfde wijze verdeeld worden, zonder dat een vennoot echter verplicht kan zijn om betalingen te doen die hoger zijn dan zijn inbreng.

Art. 19. Voor alles wat niet wordt voorzien door onderhavige Statuten, verwijzen de vennoten naar de wettelijke bepalingen die van kracht zijn.

Art. 20. Alle geschillen die ontstaan gedurende de liquidatie van de Vennootschap, ofwel tussen de vennoten onderling, ofwel tussen de bestuurder(s) en de Vennootschap, zullen, voor zover het om zaken van de Vennootschap gaat, middels arbitrage beslecht worden conform de civiele procedure.

Ondergetekende, mevrouw Linda Bijl, als beëdigd vertaler voor Engels en Frans ingeschreven bij de Rechtbank van Haarlem en in het Nederlands register voor Beëdigde Tolken en Vertalers onder nummer 3586, verklaart dat onderhavige vertaling een getrouwe en letterlijke weergave vormt van de hierbij aangehechte Franse tekst.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 novembre 2011. Relation: LAC/2011/51218. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

AMSTELVEEN, 14 november 2011.

Linda BIJL.

Annexe C

STATEMENT OF THE SHAREHOLDERS

MONTAGUE LUX S.À R.L.

The undersigned

(1) Durango Investments B.V.. and

(2) Electech Real Estate B.V.

(jointly the 'Shareholders'),

whereas

(A) the Shareholders are the holders of all shares in the capital of Montague Lux S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with corporate seat and office at L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper, Grand Duchy of Luxembourg, in process of being registered with the Trade and Companies' Register of Luxembourg (the 'Acquiring Company');

(B) a cross border merger, within the meaning of the respective legislation of the Dutch Civil Code ('DCC') and the amended Luxembourg Law on commercial companies of 10 August 1915 ('LLCC') is contemplated, in such a manner that the Acquiring Company shall acquire the entire equity/ all assets and liabilities (gehele vermogen) of Montagu Holding B.V., a private company with limited liability incorporated and existing under the laws of The Netherlands (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), having its seat in Amsterdam and its office at Kabelweg 21, 1014 BA Amsterdam, registered at the trade register under number 34241135 (the 'Company') under universal succession of title (algemene titel), as a consequence of which the Company shall cease to exist (the 'Merger');

(C) (i) pursuant to Section 2:328 paragraph 6 DCC and Sections 266 paragraph 5 and 278 LLCC, the Shareholders may agree that the requirements as described in Section 2:328 paragraph 1, first sentence, and paragraph 2 DCC and Section 266 LLCC with regard to the auditor statement and the auditor report, will not be applicable with respect to the Merger;

(ii) pursuant to Section 2:313 paragraph 4 DCC and Sections 265 paragraph 3 and 278 LLCC the Shareholders may agree, that the requirements as described in Section 2:313 paragraph 1 DCC and Section 265 LLCC with regard to the explanatory memorandum, will not be applicable with respect to the Merger;

(D) pursuant to Section 2:333h paragraph 1 DCC shareholders of the Company that voted against the merger resolution, shall have the right to file a claim for compensation with the Company within one month from the date of such resolution,

hereby, each on its own behalf:

(1) agree that the requirements as described in:

(a) Section 2:328 paragraph 1, first sentence, and paragraph 2 DCC and Section 266 LLCC with regard to the auditor statement and the auditor report;

(b) Section 2:313 paragraph 4 DCC and Section 265 LLCC with regard to the explanatory memorandum, will not be applicable with respect to the Merger.

(2) confirm that they will not vote against the merger resolution due to which they would be authorized to file a claim for compensation with the Company within one month from the date of such resolution, in accordance with Section 2:333h paragraph 1 DCC.

Amsterdam, on 14.11.2011.

Durango Investments B.V. / Electech Real Estate B.V.

Mick THOMAS / Signature

STATEMENT OF THE SHAREHOLDERS MONTAGUE LUX S.À R.L.

The undersigned

(1) Durango Investments B.V.; and

(2) Electech Real Estate B.V.

(jointly the 'Shareholders');

whereas

(A) the Shareholders are the holders of all shares in the capital of Montague Lux S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with corporate seat and office at L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper, Grand Duchy of Luxembourg, in process of being registered with the Trade and Companies' Register of Luxembourg (the 'Acquiring Company');

(B) a cross border merger, within the meaning of the respective legislation of the Dutch Civil Code ('DCC') and the amended Luxembourg Law on commercial companies of 10 August 1915 ('LLCC') is contemplated, in such a manner that the Acquiring Company shall acquire the entire equity / all assets and liabilities (gehele vermogen) of Montagu Holding B.V., a private company with limited liability incorporated and existing under the laws of The Netherlands (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), having its seat in Amsterdam and its office at Kabelweg 21, 1014 BA Amsterdam, registered at the trade register under number 34241135 (the 'Company') under universal succession of title (algemene titel), as a consequence of which the Company shall cease to exist (the 'Merger');

(C) (i) pursuant to Section 2:328 paragraph 6 DCC and Sections 266 paragraph 5 and 278 LLCC, the Shareholders may agree that the requirements as described in Section 2:328 paragraph 1, first sentence, and paragraph 2 DCC and Section 266 LLCC with regard to the auditor statement and the auditor report, will not be applicable with respect to the Merger;

(ii) pursuant to Section 2:313 paragraph 4 DCC and Sections 265 paragraph 3 and 278 LLCC the Shareholders may agree, that the requirements as described in Section 2:313 paragraph 1 DCC and Section 265 LLCC with regard to the explanatory memorandum, will not be applicable with respect to the Merger;

(D) pursuant to Section 2:333h paragraph 1 DCC shareholders of the Company that voted against the merger resolution, shall have the right to file a claim for compensation with the Company within one month from the date of such resolution,

hereby, each on its own behalf;

(1) agree that the requirements as described in:

(a) Section 2:328 paragraph 1, first sentence, and paragraph 2 DCC and Section 266 LLCC with regard to the auditor statement and the auditor report;

(b) Section 2:313 paragraph 4 DCC and Section 265 LLCC with regard to the explanatory memorandum, will not be applicable with respect to the Merger.

(2) confirm that they will not vote against the merger resolution due to which they would be authorized to file a claim for compensation with the Company within one month from the date of such resolution, in accordance with Section 2:333h paragraph 1 DCC.

Durango Investments B.V. / Electech Real Estate B.V.

P.C. Tiemessen / -

STATEMENT OF THE SHAREHOLDERS MONTAGU HOLDING B.V.

The undersigned

(1) Durango Investments B.V.; and

(2) Electech Real Estate B.V.
(jointly the 'Shareholders'),
whereas

(A) the Shareholders are the holders of all shares in the capital of Montagu Holding B.V., a company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), having its seat in Amsterdam and its office at Kabelweg 21,1014 BA Amsterdam, registered at the trade register under number 34241135 (the 'Company');

(B) a cross border merger, within the meaning of the respective legislation of the Dutch Civil Code ('DCC') and the amended Luxembourg Law on commercial companies of 10 August 1915 ('LLCC') is contemplated, in such a manner that Montague Lux S.à r.l., a private limited liability company [société à responsabilité limitée], incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with corporate seat and office in L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper, Grand Duchy of Luxembourg, in process of being registered with the Trade and Companies' Register of Luxembourg (the 'Acquiring Company') shall acquire the entire equity / all assets and liabilities (gehele vermogen) of the Company under universal succession of title (algemene titel), as a consequence of which the Company shall cease to exist (the 'Merger');

(C) (i) pursuant to Section 2:328 paragraph 6 DCC and Sections 266 paragraph 5 and 278 LLCC, the Shareholders may agree that the requirements as described in Section 2:328 paragraph 1, first sentence, and paragraph 2 DCC and Section 266 LLCC with regard to the auditor statement and the auditor report, will not be applicable with respect to the Merger;

(ii) pursuant to Section 2:313 paragraph 4 DCC and Sections 265 paragraph 3 and 278 LLCC the Shareholders may agree, that the requirements as described in Section 2:313 paragraph 1 DCC and Section 265 LLCC with regard to the explanatory memorandum, will not be applicable with respect to the Merger;

(D) pursuant to Section 2:333h paragraph 1 DCC shareholders of the Company that voted against the merger resolution, shall have the right to file a claim for compensation with the Company within one month from the date of such resolution,

hereby, each on its own behalf:

(1) agree that the requirements as described in:

(a) Section 2:328 paragraph 1, first sentence, and paragraph 2 DCC and Section 266 LLCC with regard to the auditor statement and the auditor report;

(b) Section 2:313 paragraph 4 DCC and Section 265 LLCC with regard to the explanatory memorandum, will not be applicable with respect to the Merger.

(2) confirm that they will not vote against the merger resolution due to which they would be authorized to file a claim for compensation with the Company within one month from the date of such resolution, in accordance with Section 2:333h paragraph 1 DCC.

Amsterdam, on 14.11.2011.

Durango Investments B.V. / Electech Real Estate B.V.

Mick THOMAS / Signature

STATEMENT OF THE SHAREHOLDERS MONTAGU HOLDING B.V.

The undersigned

(1) Durango Investments B.V.; and

(2) Electech Real Estate B.V.

(jointly the 'Shareholders')

whereas

(A) the Shareholders are the holders of all shares in the capital of Montagu Holding B.V., a company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), having its seat in Amsterdam and its office at Kabelweg 21, 1014 BA Amsterdam, registered at the trade register under number 34241135 (the 'Company');

(B) across border merger, within the meaning of the respective legislation of the Dutch Civil Code ('DCC') and the amended Luxembourg Law on commercial companies of 10 August 1915;('LLCC').is contemplated, in such a manner that Montague Lux S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with corporate seat and office at L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper, Grand Duchy of Luxembourg, in process of being registered with the Trade and Companies' Register of Luxembourg (the 'Acquiring Company') shall acquire the entire equity / all assets and liabilities (gehele vermogen) of the Company under universal succession of title (algemene titel), as a consequence of which the Company shall cease to exist (the 'Merger');

(C) (I) pursuant to Section 2:328 paragraph 6 DCC and Sections 266 paragraph 5 and 278 LLCC, the Shareholders may agree that the requirements as described in Section 2:328 paragraph 1, first sentence, and paragraph 2 DCC and Section 266 LLCC with regard to the auditor statement and the auditor report, will not be applicable with respect to the Merger;

(ii) pursuant to Section 2:313 paragraph 4 DCC and Sections 265 paragraph 3 and 278 LLCC the Shareholders may agree, that the requirements as described in Section 2:313 paragraph 1 DCC and Section 265 LLCC with regard to the explanatory memorandum, will not be applicable with respect to the Merger;

(D) pursuant to Section 2:333h paragraph 1 DCC shareholders of the Company that voted against the merger resolution, shall have the right to file a claim for compensation with the Company within one month from the date of such resolution,

hereby, each on its own behalf:

(1) agree that the requirements as described in:

(a) Section 2:328 paragraph 1, first sentence, and paragraph 2 DCC and Section 266 LLCC with regard to the auditor statement and the auditor report;

(b) Section 2:313 paragraph 4 DCC and Section 265 LLCC with regard to the explanatory memorandum, will not be applicable With respect to the Merger.

(2) confirm that they will not vote against the merger resolution due to which they would be authorized to file a claim for compensation with the Company within one month from the date of such resolution, in accordance with Section 2:333h paragraph 1 DCC.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 novembre 2011. Relation: LAC/2011/51218. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Durango Investments B.V. / Electech Real Estate B.V.
P.C. Tiemessen / -

Annexe D

Shareholders of Montagu Holding B.V.
Amsterdam
Financial Statements 31 December 2008

*Balance sheet as per 31 December 2008
(Before appropriation of result)*

	Notes	31 December 2008 in EUR	31 December 2007 in EUR
FIXED ASSETS			
Investments	3	64,629	64,629
Loans	4	757,003	931,011
		<u>821,632</u>	<u>995,640</u>
CURRENT ASSETS			
Loan Interest receivable		38,002	42,503
Cash at bank		1,943	824
Other receivables		0	0
		<u>39,945</u>	<u>43,327</u>
		861,577	1,038,967
SHAREHOLDERS EQUITY			
Share capital issued and paid-in	5	18,000	18,000
Accumulated reserves		(60,876)	(30,652)
Result current financial year		(26,761)	(30,224)
		<u>(69,673)</u>	<u>(42,876)</u>
LONG-TERM LIABILITIES Loans	6	874,673	1,015,289
		<u>874,673</u>	<u>1,015,289</u>
CURRENT LIABILITIES			
Current account Durango Investments B.V.		10,000	10,000
Other payables		304	0
Loan Interest payable		41,125	48,205
Accrued expenses		5,112	8,349
Corporate income tax payable		0	0
		<u>56,541</u>	<u>66,554</u>
		861,577	1,038,967

Profit and Loss account as per 31 December 2008

	Notes	31 December 2008 In EUR	31 December 2007 In EUR
Financial income and expenses			
Loan Interest Income		42,253	42,503
Loan Interest expenses		(41,125)	(48,205)
Result on investments		0	0
		<u>1,128</u>	<u>(5,702)</u>
General and professional expenses			
Management fees:		(2,380)	(2,380)
Professional fees		(9,572)	(20,974)
Auditor's fees		(4,331)	(2,665)
General expenses		(116)	(123)
Bank Interest		(5)	12
Bank charges		(219)	(302)
Exchange difference		(11,266)	1,910
		<u>(27,889)</u>	<u>(24,522)</u>
PROFIT/(LOSS) FOR THE YEAR BEFORE TAXES		(26,761)	(30,224)
Corporate income tax		0	0
NET RESULT FOR THE YEAR AFTER TAXES		<u>(26,761)</u>	<u>(30,224)</u>

Notes to the balance sheet as at 31 December 2008

1. General. The company was incorporated on 13 February 2006. The principal activity is to act as a holding and finance company.

2. Accounting Principles.

(A) General

The financial statements have been prepared under the historical cost convention in accordance with principles of accounting generally accepted in The Netherlands.

(B) Foreign currencies

For balance sheet items, amounts in foreign currencies are converted into Euro's at rates of exchange on the respective balance sheet dates. For profit and loss items, amounts in foreign currencies are converted into Euro's against the exchange rate approximating those at the day of exchange. Exchange rate differences are included in the profit and loss account.

The year end-end exchange rate is 1 EUR= 1:486 CHF

(C) Other assets and liabilities Investments are stated at cost.

All other assets and liabilities, for which no valuation is mentioned on the face of the balance sheet or the notes hereto, are stated at face value.

3. Investments.

		31-12-2008 CHF	31-12-2007 EUR	31-12-2007 EUR
100% Durango Switzerland Portfolio AG, Switzerland	100,000.00	64,629	64,629	64,629
	100,000.00	64,829	64,629	64,629

4. Loans. This represents loans to Durango Switzerland Portfolio AG with the following balance:

- CHF 1.124.907 equivalent to EUR 757,003 at 4,125% p.a.

5. Capital and Reserves. The authorized share capital consists of 90,000 ordinary shares of nominal value EURO 1,- each, of which 18,000 shares are issued and paid up as per 31 December 2008.

The movements in the capital and reserves can be summarized as follows:

	31 December 2007	Movements	31 December 2008
Share capital	18,000	0	18,000
Accumulated results	(30,652)	(30,224)	(60,876)
Result for the year	(30,224)	3,463	(26,761)
	<u>(42,876)</u>	<u>(26,761)</u>	<u>(69,637)</u>

6. Long term liabilities. This represents loans from:

- Durango Investments BAA, CHF 382,725 equivalent to EUR 257,554;
- Electech Real Estate B.V., CHF 917,039 equivalent to EUR 617,119.

The interest rate charged on these loans is 4% p.a.

Directors

The company has one managing director who received a director's fee of EUR 11,952 during the year. 2008.

Employees

The company has no other employees than its director and hence incurred no wages, salaries or other related costs.

*Balance sheet as per 31 December 2009
(Before appropriation of result)*

	Notes	31 December 2009 In EUR	31 December 2008 In EUR
FIXED ASSETS			
Investments	3	64,629	64,629
Loans	4	685,603	757,003
		<u>750,232</u>	<u>821,632</u>
CURRENT ASSETS			
Loan Interest receivable		28,719	38,002
Cash at bank		2,032	1,943
Other receivables		0	0
		<u>30,751</u>	<u>39,945</u>
		780,983	861,577
SHAREHOLDERS EQUITY			
	5		
Share capital issued and paid-in		18,000	18,000
Foreign currency translation difference		(264)	0
Accumulated reserves		(87,636)	(60,876)
Result current financial year		(10,695)	(26,761)
		<u>(80,595)</u>	<u>(69,637)</u>
LONG-TERM LIABILITIES			
Loans	6	816,009	874,673
		<u>816,009</u>	<u>874,673</u>
CURRENT LIABILITIES			
Current account Durango Investments B.V.		10,000	10,000
Other payables		0	304
Loan Interest payable		32,969	41,125
Accrued expenses		2,600	5,112
Corporate income tax payable		0	0
		<u>45,569</u>	<u>56,541</u>
		780,983	861,577

Profit and Loss account as per 31 December 2009

	Notes	31 December 2009 In EUR	31 December 2008 In EUR
Financial income and expenses			
Loan Interest income		28,719	42,253
Loan Interest expenses		(32,969)	(41,125)
Result on investments		0	0
		<u>(4,250)</u>	<u>1,128</u>
General and professional expenses			
Management fees		(2,380)	(2,380)
Professional fees		(6,195)	(9,572)

Auditor's fees	2,380	(4,331)
Legal and notary's fees	0	0
General expenses	(107)	(116)
Other expenses	0	0
Bank interest	1	(5)
Bank charges	(151)	(219)
Exchange difference	7	(11,266)
	<u>(6,445)</u>	<u>(27,889)</u>
PROFIT/(LOSS) FOR THE YEAR BEFORE TAXES	(10,695)	(26,761)
Corporate income tax	0	0
NET RESULT FOR THE YEAR AFTER TAXES	<u>(10,695)</u>	<u>(26,761)</u>

*Cash flow statement for the twelve months period ended 31-12-2009
(in euro's)*

A RESULT AFTER TAX	(10,695)
B CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES	
Adjustments for:	
Depreciations, revaluations	(264)
C Cash flow used in operations before working capital changes (C=A+B)	(10,959)
D Increase / decrease account receivables from group companies	-
D Increase / decrease interest receivable from group companies	(9,283)
D Increase / decrease other receivables	-
D Increase / decrease vat receivable	-
E Increase / decrease accounts payable to group companies	-
E Increase / decrease interest payable to group companies	(8,156)
E Increase / decrease other liabilities and accrued expenses	(2,816)
F Net cash used in operating activities (F=C-D+E)	(12,648)
CASH FLOW FROM INVESTING ACTIVITIES	
G Increase inventory	
CASH FLOW FROM FINANCING ACTIVITIES	
H Increase/ decrease participations	-
H Increase/ decrease loans to group companies	(71,400)
H Increase/ decrease loans to third parties	
I Increase/ decrease liabilities to group companies	
I Increase/ decrease loans from group companies	(58,664)
J Net increase/decrease in cash and cash equivalents (J=F-G-H+I)	89
Cash and cash equivalents	
At end of the period	2,032
At beginning of the period	<u>1,943</u>
Net increase/decrease in cash and cash equivalents	89

Notes to the balance sheet as at 31 December 2009

1. General. The company was incorporated on 13 February 2006. The principal activity is to act as a holding and finance company.

2. Accounting Principles.

(A) General

The financial statements have been prepared under the historical cost convention in accordance with principles of accounting generally accepted in The Netherlands.

(B) Foreign currencies

For balance sheet items, amounts in foreign currencies are converted into Euro's at rates of exchange on the respective balance sheet dates. For profit and loss items, amounts in foreign currencies are converted into Euro's against the exchange rate approximating those at the day of exchange. Exchange rate differences are included in the profit and loss account.

The year end-end exchange rate is 1 EUR = 1.4839 CHF

(C) Other assets and liabilities Investments are stated at cost.

All other assets and liabilities, for which no valuation is mentioned on the face of the balance sheet or the notes hereto, are stated at face value.

3. Investments

		31-dec-09	31-dec-08
	CHF	EUR	EUR
100% Durango Switzerland Portfolio AG, Switzerland	100,000	64,629	64,629
	100,000	64,829	64,629

4. Loans.

This represents loans to Durango Switzerland Portfolio AG with the following balance:

- CHF 1,017,366 equivalent to EUR 685,603 at 4.125% p.a.

5. Capital and Reserves.

The authorized share capital consists of 90.000 ordinary shares of nominal value EURO 1.- each, of which 18.000 shares are issued and paid up as per 31 December 2009.

The movements in the capital and reserves can be summarized as follows:

	31 December 2008	Movements	31 December 2009
Share capital	18,000	0	18,000
Foreign currency translation reserve	0	(264)	(264)
Accumulated results	(60,876)	(26,760)	(87,636)
Result for the year	(26,761)	16,066	(10,695)
	(69,637)	(10,958)	(80,595)

6. Long term liabilities.

This represents loans from:

- Durango Investments B.V., CHF 355,767 equivalent to EUR 239,752;

- Electech Luxembourg Holding S.A.R.L., CHF 855,108 equivalent to EUR 576,257.

The interest rate charged on these loans is 4% p.a.

Directors

The company has one managing director who received a director's fee of EUR 8.575 during the year 2009.

Employees

The company has no other employees than its director and hence incurred no wages, salaries or other related costs.

Subsequent events

There are no subsequent events to be reported.

Shareholders of Montagu Holding B.V.

Amsterdam

Statutory Financial Statements 31 December 2009

Shareholders of Montagu Holding B.V.

Amsterdam

Statutory Financial Statements 31 December 2010

Balance sheet as per 31 December 2010 (Before appropriation of result)

	Notes	31 December 2010 In EUR	31 December 2009 In EUR
FIXED ASSETS			
Investments	3	64,629	64,629
Loans	4	1,765,764	685,603
		1,830,393	750,232
CURRENT ASSETS			
Loan Interest receivable		43,481	28,719
Cash at bank		316	2,032
Other receivables		0	0
		43,797	30,751
		1,874,190	780,983
SHAREHOLDERS EQUITY			
Share capital Issued and paid-in	5	18,000	18,000

Foreign currency translation difference		0	(264)
Accumulated reserves		(98,331)	(87,636)
Result current financial year		(43,132)	(10,695)
		<u>(123,463)</u>	<u>(80,595)</u>
LONG-TERM LIABILITIES			
Loans	6	1,927,956	816,009
		<u>1,927,956</u>	<u>816,009</u>
CURRENT LIABILITIES			
Current account Durango Investments B.V.		15,000	10,000
Loan Interest payable		48,497	32,969
Accrued expenses		6,200	2,600
Corporate income tax payable		0	0
		<u>69,697</u>	<u>45,569</u>
		<u>1,874,190</u>	<u>780,983</u>

Profit and Loss account as per 31 December 2010

	Notes	31 December 2010 In EUR	31 December 2009 In EUR
Financial Income and expenses			
Loan interest income		43,481	28,719
Loan Interest expenses		(48,497)	(32,969)
Result on Investments		0	0
		<u>(5,016)</u>	<u>(4,250)</u>
General and professional expenses			
Management fees		(2,380)	(2,380)
Professional fees		(8,879)	(6,195)
Auditor's fees		(1,500)	2,380
Legal and notary's fees		0	0
General expenses		(265)	(107)
Bank interest		(1)	1
Bank charges		(107)	(151)
Exchange difference		(24,984)	7
		<u>(38,116)</u>	<u>(6,445)</u>
PROFIT/(LOSS) FOR THE YEAR BEFORE TAXES		(43,132)	(10,695)
Corporate income tax		0	0
NET RESULT FOR THE YEAR AFTER TAXES		(43,132)	(10,695)

*Cash flow statement for the twelve months period ended 31-12-2010
(in euro's)*

A RESULT AFTER TAX	(43,132)
B CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES	
Adjustments for:	
Depreciations, revaluations	264
C Cash flow used in operations before working capital changes (C-A+B)	(42,868)
D Increase / decrease account receivables from group companies	-
D Increase/decrease interest receivable from group companies	14,762
D Increase/decrease other receivables	-
D Increase /decrease vat receivable	
E Increase/decrease accounts payable to group companies	5,000
E Increase / decrease interest payable to group companies	15,528
E Increase/decrease other liabilities and accrued expenses	3,600
F Not cash used in operating activities (F=C-D+E)	(33,502)
CASH FLOW FROM INVESTING ACTIVITIES	
G Increase Inventory	

CASH FLOW FROM FINANCING ACTIVITIES	
H Increase/decrease participations	-
H Increase/ decrease loans to group companies	1,080,161
H Increase/ decrease loans to third parties	
I Increase/ decrease liabilities to group companies	
I Increase/decrease loans from group companies	1,111,947
J Net Increase/decrease In cash and cash equivalents (J=F-G-H+I)	(1,716)
Cash and cash equivalents	
At end of the period	316
At beginning of the period	2,032
Net Increase/decrease In cash and cash equivalents	(1,716)

Notes to the balance sheet as at 31 December 2010

1. General. The company was Incorporated on 13 February 2008. The principal activity is to act as a holding and finance company.

2. Accounting Principles.

(A) General

The group reporting financial statements have been prepared for consolidation purposes.

The financial statements are prepared in accordance with the hereafter mentioned accounting policies, which are based on International Financial Reporting Standards. However the group reporting financial statements relate only to the International Financial Reporting Standards ("IFRS") prescribing methods of valuation, measurement and determination of the financial position and result of operations of the Company. It does not cover the Standards elaborating on disclosure and other requirements.

Drawing up the statements preference is given to model the statements in a way usual in the branch.

(B) Foreign currencies

TRANSLATION OF FOREIGN CURRENCY

Receivables, liabilities and obligations denominated in foreign currency are translated at the exchange rates prevailing at balance sheet date.

At initial recognition transactions in foreign currency are recognised in the financial statements at the exchange rates prevailing at transaction date.

Currency exchange rate differences resulting from the translation on the balance sheet of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognised in the profit-and-loss account.

Foreign group companies and non-consolidated participations qualify as independent foreign entities. For the translation of the financial statements of these foreign entities the balance sheet items are translated at the exchange rate at balance sheet date and the profit and loss account items at the average exchange rate at transaction date. The translation differences that arise are directly deducted from or added to equity.

The exchange rate as per 31-12-2010 is 1 EUR 1.2507 CHF (31-12-2009:1.4839 CHF)

(C) Other assets and liabilities

Investments are stated at cost.

All other assets and liabilities are stated at face value, unless mentioned otherwise.

3. Investments.

		31-dec-10	31-dec-09
	CHF	EUR	EUR
100% Durango Switzerland Portfolio AG, Switzerland	100,000	64,629	64,629
	100,000	64,829	64,629

4. Loans. This represents loans to Durango Switzerland Portfolio AG with the following balance:

- CHF 2,208.442 equivalent to EUR 1.765.764 at 4,125% p.a.

5. Capital and Reserves. The authorized share capital consists of 90.000 ordinary shares of nominal value EURO 1,- each, of which 18,000 shares are issued and paid up as per 31 December 2010.

The movements in the capital and reserves can be summarized as follows:

	31 December	Movements	31 December
	2009		2010
Share capital	18,000	0	18,000
Foreign currency translation reserve	(264)	(264)	0

Accumulated results	(87,636)	(10,695)	(98,331)
Result for the year	(10,695)	(32,437)	(43,132)
	(80,595)	(42,868)	(123,463)

6. Long term liabilities

This represents loans from:

- Durango Investments B.V., CHF 714.349 equivalent to EUR 571,159;
- Electech Finance Services GmbH, CHF 1,696,946 equivalent to EUR 1,356,797.

With effective date 31 December 2010 Electech Luxembourg Holding S.à.r.l. has assigned all its rights and obligation on the loans to Electech Finance Services GmbH (EFS GmbH), established at Switzerland and EFS GmbH has accepted such assignment.

The interest rate charged on these loans is 4% p.a.

Directors

The company has 2 directors (2009: 1).

Employees

The company has no other employees than its directors and hence incurred no wages, salaries or other rotated costs.

Subsequent events

There are no subsequent events to be reported.

MAZARS

INDEPENDENT AUDITORS'S REPORT

To Brightman Almagor Zohar

Attn.: Mr. A. Weber

1 Azrleli Center

Tel Aviv 67021

P.O.B. 16593, Tel Aviv 61184 Israel

Introduction

We have audited the group reporting financial statements of Montagu Holding B.V., Amsterdam, The Netherlands, as initialled by, us for identification purposes. These group reporting financial statements comprise the balance sheet as at 31 December 2010, the profit and loss account and a summary of significant accounting policies and other explanatory notes.

Management's responsibility

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the group reporting financial statements in accordance with the accounting policies as defined in the Notes to the group reporting financial statements. Furthermore management is responsible for such internal control as it determines is necessary to enable the preparation of the group reporting financial statements that is free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these group reporting financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards of Auditing and the instructions of the group auditor. This requires that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the consolidation schedules are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidation schedules. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidation schedules, whether due to fraud or error.

In making those risk assessments, the auditor considers Internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the consolidation schedules in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the consolidation schedules.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the group reporting financial statements are prepared in all material respects, in accordance with the accounting policies as defined In the Notes to the group reporting financial statements.

Emphasis of matter

We draw attention to the fact that the group reporting financial statements have been prepared for consolidation purposes and that they do not therefore necessarily provide the view necessary to enable the forming of a sound judgement according to section 2:362, subsection 2 of the Netherlands Civil Code. Our opinion is not qualified in respect of this matter.

The group reporting financial statements and our auditor's report thereon are intended solely for consolidation purposes and are not suitable for other purposes. The report should not be issued to third parties without our prior consent.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 novembre 2011. Relation: LAC/2011/51218. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Amsterdam, 18 March 2011.

MAZARS PAARDEKOOPEL HOFFMAN N.V.

F.D.N. Walta RA

Annexe E

*Interim Balance sheet as per 10 November 2011 - Euro
(Before appropriation of result)*

Unaudited

	Notes	10 November 2011 In EUR	31 December 2010 In EUR
FIXED ASSETS			
Investments	3	64,629	64,629
Loans	4	2,630,283	1,765,764
		<u>2,694,912</u>	<u>1,830,393</u>
CURRENT ASSETS			
Loan Interest receivable		83,765	43,481
Cash at bank		1,106	316
Other receivables		0	0
		<u>84,871</u>	<u>43,797</u>
		<u>2,779,783</u>	<u>1,874,190</u>
SHAREHOLDERS EQUITY			
	5		
Share capital issued and paid-in		18,000	18,000
Share Premium		157,612	0
Accumulated reserves		(141,463)	(98,331)
Result current financial year		(16,149)	(43,132)
		<u>18,000</u>	<u>(123,463)</u>
LONG-TERM LIABILITIES			
Loans	6	2,659,386	1,927,956
		<u>2,659,386</u>	<u>1,927,956</u>
CURRENT LIABILITIES			
Current account Durango Investments B.V.		15,000	15,000
Loan Interest payable		87,397	48,497
Accrued expenses		0	6,200
Corporate income tax payable		0	0
		<u>102,397</u>	<u>69,697</u>
		<u>2,779,783</u>	<u>1,874,190</u>

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 novembre 2011. Relation: LAC/2011/51218. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Luxembourg, le 10 novembre 2011.

Certified true copy of the original

C. Wersandt

Notaire

P&M Trust Services B.V.
Signatures
Managing Directors

Référence de publication: 2011159552/1740.

(110185492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2011.

Ginza International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 156.568.

—
Extrait des résolutions écrites de l'actionnaire unique prises en date du 10 octobre 2011 à Luxembourg

En date du 10 octobre 2011, l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

- Transférer le siège social de la Société de L-1330 Luxembourg, 34A, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-2520 Luxembourg, 1, Allée Scheffer.

- Accepter la démission de Monsieur François Georges de son mandat d'administrateur.

- Nommer en qualité d'Administrateurs de la Société, avec effet immédiat, et jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016:

* Mme Sophie Mellinger, née le 20 juin 1971 à Metz (France), demeurant professionnellement au 1 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

* M. Israel Domingo Basilio, né le 9 mai 1981 à Camiling Tarlac (Philippines), demeurant professionnellement au 1 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

* M. Jorge Pérez Lozano, né le 17 août 1973 à Mannheim, (Germany), demeurant professionnellement au 1 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

- Accepter de la démission de la société VERIDICE S.à r.l. de son mandat de commissaire aux comptes.

- Nommer, Stratego International S.A., demeurant professionnellement à L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy, en qualité de commissaire aux comptes de la Société, avec effet immédiat et jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2011.

GINZA INTERNATIONAL S.A.

Mr. Francois GEORGES

Administrateur

Référence de publication: 2011144085/29.

(110167680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Heisdorf Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 116.711.

—
Extrait de la résolution prise lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 4 octobre 2011

- Les mandats d'Administrateur de Madame Noëlle PICCIONE, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, de Monsieur Salim BOUREKBA, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg et Monsieur Christian FRANCOIS, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg et le mandat de Commissaire aux Comptes de la société FIN-CONTROLE S.A., Société Anonyme, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Kroll, bâtiment F, L-1882 Luxembourg sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de six ans. Ils viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2017.

Fait à Luxembourg, le 4 octobre 2011.

Certifié sincère et conforme

HEISDORF PARTICIPATIONS S.A.

N. PICCIONE / Ch. FRANCOIS

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011144109/20.

(110166991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

I.L.I. S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 30.113.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 62809 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011144119/10.

(110167650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Metales Polonia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 161.175.

L'an deux mille onze, le seize septembre.

Le soussigné Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, déclare et constate que:

Lors de la rédaction de l'acte de constitution de la société anonyme Metales-Polonia S.A., ayant son siège social sis au L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.175 (la «Société»), reçu par le notaire instrumentant en date du 20 mai 2011 (numéro 1011/11 de son répertoire), enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 mai 2011, sous la relation EAC/2011/6956, publié au Mémorial C numéro 1840 du 11 août 2011 (ci-après l'«Acte»),

une erreur d'orthographe s'est immiscée dans l'assemblée générale extraordinaires reprise à la fin de l'Acte de constitution de la Société, dans sa version française, lors de la nomination des administrateurs.

Ainsi, le prénom de Monsieur Wallace a été écrit de façon erroné comme étant «Martk» alors qu'il aurait dû être «Mark». Le nom complet de cet administrateur est Monsieur Mark Wallace. Il y a donc lieu de rectifier l'Acte en ce sens.

Toutes les autres dispositions de l'Acte demeurent inchangées.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Signé: Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 septembre 2011. Relation: EAC/2011/12700. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2011144190/25.

(110167240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Powertrain S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 111.289.

RECTIFICATIF

La publication en date du 09/09/2011 portant la référence de publication L110158510.05 enregistrée le 05/10/2011, déposée au RCS le 05/10/2011 fait l'objet d'une rectification, il y a lieu de lire:

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 9 septembre 2011, que la liquidation de la société, décidée en date du 21 juin 2011, a été clôturée et que POWERTRAIN S.à r.l. a définitivement cessé d'exister.

Luxembourg, le 17 OCT. 2011.

Pour POWERTRAIN S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Pour le Liquidateur GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A.

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Valérie Wozniak / Valérie Albanti

Référence de publication: 2011144263/20.

(110166903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Private Equity Holding (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 61.244.

Le Bilan au 31 mars 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Private Equity Holding (Luxembourg) S.A.

Représenté par M. Matthijs Bogers

Administrateur

Référence de publication: 2011144264/13.

(110166916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Protex Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 74.080.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte d'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (clôture de liquidation) de la société "PROTEX FINANCE S.A.", reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 11 octobre 2011, enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 13 octobre 2011. Relation: EAC/2011/13592.

- que la société "PROTEX FINANCE S.A." (la "Société"), société anonyme, établie et ayant son siège social au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro B 74 080,

constituée suivant acte du notaire soussigné du 13 janvier 2000, publié au Mémorial C numéro 331 du 8 mai 2000; les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné du 10 avril 2008, publié au Mémorial C numéro 1292 du 27 mai 2008,

se trouve à partir de la date du 11 octobre 2011 définitivement liquidée,

l'assemblée générale extraordinaire prémentionnée faisant suite à celle du 13 septembre 2011 aux termes de laquelle la Société a été dissoute anticipativement et mise en liquidation avec nomination d'un liquidateur, en conformité avec les article 141 et suivants de la Loi du 10 août 1915. concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, relatifs à la liquidation des sociétés.

- que les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront conservés pendant le délai légal (5 ans) au siège social de la Société dissoute, en l'occurrence au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 19 octobre 2011.

Référence de publication: 2011144266/27.

(110166834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Publicis Graphics Group Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 32.500.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L -1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011144270/14.

(110166841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Protos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 75.964.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011144267/9.

(110166811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Protos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 75.964.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011144268/9.

(110166812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Prymea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3511 Dudelange, 55, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 133.339.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2011144269/10.

(110166891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Pyxis Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2348 Luxembourg, 29, rue de Prague.

R.C.S. Luxembourg B 100.658.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2011144274/10.

(110166894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

QS Finance Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 109.345.

En date du 31 décembre 2010 et avec effet au 31 décembre 2010, Monsieur John SEIL, avec adresse au 2, av. Charles de Gaulle, Luxembourg a démissionné de son mandat d'administrateur de la société QS FINANCE Luxembourg SA, avec siège social au 11 Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 109.345

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

QS FINANCE LUXEMBOURG SA

Société Anonyme

Référence de publication: 2011144275/14.

(110167481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

RBC Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 16, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 163.068.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 octobre 2011.

Référence de publication: 2011144280/11.

(110166880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Sireo Immobiliefonds No. 5 Heureka III Gamma S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 120.512.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 20 octobre 2011.

Référence de publication: 2011144295/10.

(110167537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Sireo Immobiliefonds No. 5 Heureka IV Delta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 120.513.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 20 octobre 2011.

Référence de publication: 2011144297/10.

(110167539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Spectrum Brands Lux II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.504,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 162.349.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Référence de publication: 2011144299/11.

(110166870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Singularity Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 163.684.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Référence de publication: 2011144322/10.

(110167599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

UBS (Lux) Equity Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 56.386.

Les comptes annuels au 31 Mai 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour UBS (Lux) Equity SICAV
UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.
Mathias Welter / Benjamin Wacker
Associate Director / Associate Director

Référence de publication: 2011144368/13.

(110166981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

La Française AM International, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 23.447.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011144369/9.

(110167219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Ulysses Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 132.623.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2011144371/10.

(110166997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Uranus International S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Siège social: L-8080 Bertrange, 2, rue Pletzer.
R.C.S. Luxembourg B 122.604.

EXTRAIT

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extra-ordinaire du
17 octobre 2011 à 15.00 h

- a été nommé gérant unique Monsieur Johannes H.M. VAN DER GELD, né le 06 mai 1958 à Vlijmen, Pays-Bas,
demeurant à Twinbouwweg 41 J, NL-5254 VJ Haarsteeg, Pays-Bas,
à effet du 17 octobre 2011.

en remplacement de Monsieur Johannes Jan KORTHALS.

La soussignée atteste que suivant la (les) convention(s) de vente de parts sociales du
17 octobre 2011

Il résulte que les associés sont

SELINE FINANCE Ltd, No. 03227310 Companies House Cardiff, ayant son siège social à 122-126 Tooley Street, SE1
2TU Londres, Royaume-Uni

pour 99 parts sociales à concurrence de 99 % de la société
et

SELINE MANAGEMENT Ltd, No. 03240996 Companies House Cardiff, ayant son siège social à 122-126 Tooley Street,
SE1 2TU Londres, Royaume-Uni

pour 1 part sociale à concurrence de 01 % de la société.

Le 20 octobre 2011.

URANUS INTERNATIONAL S.à r.l.

Johannes H.M. VAN DER GELD

Gérant unique

Référence de publication: 2011144373/28.

(110167606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Vistra Fund Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 625.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 142.021.

—
EXTRAIT

En date du 30 juin 2011, l'Associé unique a pris la résolution suivante:

- La démission de Marjoleine van Oort, en tant que gérant et gérant-délégué, est acceptée avec effet au 23 février 2011.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 19 octobre 2011.

Référence de publication: 2011144376/14.

(110166863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Vistra Fund Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 625.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 142.021.

—
EXTRAIT

En date du 18 octobre 2011, l'Associé unique a pris la résolution suivante:

Alan Botfield, né le 22 décembre 1970 à Stirling (Grande Bretagne) et avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 19 octobre 2011.

Référence de publication: 2011144377/14.

(110166986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Vitalia Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 100.040.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 octobre 2011.

Référence de publication: 2011144378/10.

(110167687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Vialdo S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 47.066.

—
Le Bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011144379/10.

(110167562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Villa Kenzo S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4325 Esch-sur-Alzette, rue du Stade.

R.C.S. Luxembourg B 154.083.

L'associé unique de la société à responsabilité limitée VILLA KENZO SARL – RCB N° 154083 – Rue du Stade L-4325 ESCH/ALZETTE, a tenu une assemblée générale extraordinaire:

Ordre du jour:

- Cession de parts sociales

Première résolution:

Monsieur ZIZZI Alberto Paolo demeurant 15 Rue de Luxembourg L-8077 BERTRANGE cède par la présente la totalité de ses parts de la société VILLA KENZO SARL à Madame CORREIA LIMA Ediuza - sous-gérante. Demeurant 15 Rue de Luxembourg L-8077 BERTRANGE.

Plus ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole la séance est levée à 16H 00.

Fait à ESCH/ALZETTE, le 20.10.2011.

Alberto Paolo ZIZZI

Associé unique

Référence de publication: 2011144380/19.

(110167066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Villareal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 85.311.

Les documents de clôture de l'année 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch.

Pour VILLAREAL S.A.

AREND CONSULT S.à r.l.

Mersch

Signature

Référence de publication: 2011144381/14.

(110167526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Les P'tits Soleils, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4994 Schouweiler, 5, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 163.941.

STATUTS

L'an deux mil onze, le onze octobre.

Par-devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange.

Ont comparu:

1) Mademoiselle Sarah SEBASTIANI, éducatrice diplômée, née le 23 septembre 1986 à Arlon (Belgique), demeurant à B-6780 Messancy, rue de l'Industrie 60;

2) Mademoiselle Julie VIOLETTI, employée privée, née le 27 mai 1988 à Woippy (France), demeurant à F-54450 Trieux, 39 rue du Dauphiné;

ici représentées par Monsieur Patrice GENIN, expert-comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 1^{er} octobre 2011, laquelle procuration restera annexée aux présentes.

Lesquelles parties comparantes ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elles déclarent constituer par les présentes.

Titre I^{er} .- Raison sociale, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes, entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'un foyer de jour pour enfants de 0 à 4 ans, au sens du règlement grand-ducal du 28 janvier 1999 portant exécution de la loi du 8 septembre 1998, réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

En outre, elle pourra faire toutes activités et opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières ou autres se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Art. 3. La société prend la dénomination de "Les P'tits Soleils".

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Dippach.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II.- Capital social, Apports, Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.-€), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125.-€) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d'application.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés; elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Art. 9. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 10. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III.- Gérance

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

A moins que l'assemblée n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 12. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Les créanciers personnels, ayants-droits ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Titre IV.- Décisions et Assemblées générales

Art. 13. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 14. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

Art. 15. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Titre V.- Exercice social, Inventaires, Répartition des bénéfices

Art. 16. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 18. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé 5% pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

Titre VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 19. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commence en date de ce jour et finit le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération

Les cent (100) parts sociales sont toutes souscrites par les personnes suivantes:

- Mademoiselle Sarah SEBASTIANI, éducatrice diplômée, née le 23 septembre 1986 à Arlon (Belgique), demeurant à B-6780 Messancy, rue de l'Industrie 60	55 parts
- Mademoiselle Julie VIOLETTI, employée privée, née le 27 mai 1988 à Woippy (France), demeurant à F-54450 Trieux, 39 rue du Dauphiné	45 parts
Total:	100 parts

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.- €) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué à la somme de mille trois cent euros (1.300.- euros).

A l'égard du notaire instrumentant toutefois, toutes les parties comparantes sont tenues solidairement quant au paiement des dits frais, ce qui est expressément reconnu par toutes les parties comparantes.

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les parties comparantes préqualifiées, représentées comme dit ci-avant, et représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le nombre des gérants est fixé à deux:

2. Sont nommés gérantes pour une durée indéterminée:

- Mademoiselle Sarah SEBASTIANI, éducatrice diplômée, née le 23 septembre 1986 à Arlon (Belgique), demeurant à B-6780 Messancy, rue de l'Industrie 60

- Mademoiselle Julie VIOLETTI, employée privée, née le 27 mai 1988 à Woippy (France), demeurant à F-54450 Trieux, 39 rue du Dauphiné

La société est engagée, en toutes circonstances y compris toutes opérations bancaires, par la signature conjointe des deux gérantes.

3. L'adresse de la société est fixée à L-4994 Schouweiler, 5, rue de la Vallée.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant a encore rendu les comparants attentifs au fait que l'exercice d'une activité commerciale peut nécessiter une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, et qu'il y a lieu de se renseigner en ce sens auprès des autorités administratives compétentes avant de débiter l'activité de la société présentement constituée.

Par ailleurs, les parties comparantes s'engagent à ne débiter l'activité de la société qu'après avoir toute autorisation - administrative ou autre - nécessaire à l'exploitation dont question.

Après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: GENIN, REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 11 octobre 2011. Relation: EAC/2011/13520. Reçu soixante-quinze euros

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME

Pétange, le 13 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140923/149.

(110163550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2011.

VISTRA (Luxembourg) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 750.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 37.185.

—
EXTRAIT

En date du 18 octobre 2011, l'Associé unique a pris la résolution suivante:

Alan Botfield, né le 22 décembre 1970 à Stirling (Grande Bretagne) et avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 19 octobre 2011.

Référence de publication: 2011144382/14.

(110166862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

FASP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 139.682.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2011143406/10.

(110166710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 octobre 2011.

Dundee International (Luxembourg) Investments 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 162.382.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2011143355/10.

(110166489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 octobre 2011.

Fondation Bassin Minier, Fondation.

Siège social: L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi.
R.C.S. Luxembourg G 119.

Bilan de l'exercice 2007

Actif	
Disponibilité (trésorerie)	228.806,05
Dotation aux provisions	21.960,00-
Total actif:	206.846,05
Passif	
Report 2006	224.233,11
Intérêts 2007	4.572,94
Provisions	21.960,00-
(Honoraires pour travail de coordination et d'administration et Organisation d'un colloque international les 3 et 4 juin 2008 sur la culture industrielle, scientifique et technique)	
Total passif:	206.846,05

Décompte de l'année 2007

1. Compte courant	
Solde au 1 ^{er} janvier 2007	75.325,45+
31/03/07 Arrêté de compte	45,08+
30/06/07 Arrêté de compte	45,63+
30/09/07 Arrêté de compte	46,18+
31/12/07 Arrêté de compte	46,21 +
	75 508,55+
Provisions pour facture à payer	11 960,00-
(Honoraires pour travail de coordination et d'administration)	
Provisions pour projet déjà approuvé:	10 000,00-
(Organisation d'un colloque international les 3 et 4 juin 2008 sur la culture industrielle, scientifique et technique)	
2. Compte d'épargne	
Solde au 1 ^{er} janvier 2007	148.907,66+
31/12/07 Arrêté de compte	4.389,84+
	153.297,50+
3. Total des avoirs	206.846,05+

Évolution des subsides, selon Convention, de la part du MCESR

2007:	?
2006:	0
2005:	19.831,60
2004:	44.622,00
2003:	49.580,00

Référence de publication: 2011143424/43.

(110166380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 octobre 2011.